

# NATIONS UNIES CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL



Distr.  
LIMITÉE

E/CN.14/UNCTAD III/3  
20 mars 1972

Original : ANGLAIS/FRANCAIS

## COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Troisième Session de la Conférence des  
Nations Unies sur le commerce et le  
développement

Santiago, 13 avril - 19 mai 1972

### PROBLEMES FINANCIERS ET MONETAIRES INTERNATIONAUX<sup>1/</sup>

#### TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
INTRODUCTION	1 - 6	1 - 2
Balance des paiements -----	7 - 18	2 - 5
Le volume de l'aide - - - - -	19 - 41	5 - 21
Assistance technique - - - - -	42 - 49	22 - 25
Balance extérieure et liquidités internationales- - -	50 - 56	26 - 29
Répercussions de la situation monétaire internationale actuelle sur le commerce et le développement des pays africains- - - - -	57 - 69	30 - 33
RESUME ET CONCLUSIONS	70 - 102	33 - 43
Le courant des ressources - - - - -	73 - 82	35 - 38
Les modalités des courants financiers et les problèmes du service de la dette - - - - -	83 - 93	38 - 41
L'efficacité de l'aide - - - - -	94 - 101	41 - 43
La situation monétaire internationale - - - - -	102	43

Annexe : Modifications des taux de change officiels des pays africains par  
rapport aux dollars des Etats-Unis après le 18 décembre 1971

<sup>1/</sup> Le présent document est une version révisée du document E/CN.14/WP.1/35.



## INTRODUCTION

1. Pendant la seconde moitié des années 60, le rythme de croissance des pays africains indépendants en voie de développement a connu une légère accélération. Le produit intérieur brut réel de ces pays a augmenté de 4,8 p. 100 par an entre 1960 et 1965 et de 4,5 p. 100 par an entre 1965 et 1970.

2. Le tableau 1 résume les résultats des 41 pays africains indépendants en voie de développement au cours de la dernière décennie. L'impression marquante qui s'en dégage est la diversité des résultats enregistrés par les divers pays. Sept pays ont enregistré des taux de croissance annuelle de 6 p. 100 et plus pendant la seconde moitié de la décennie, mais dans sept autres pays, ce taux a été inférieur à 2 p. 100.

Tableau 1 : Taux annuel moyen d'augmentation du PIB des pays africains indépendants aux prix de 1960

	1960-1965		1965-1970		1969-1970	
	Nombre de pays	Taux d'augmentation	Nombre de pays	Taux d'augmentation	Nombre de pays	Taux d'augmentation
Pays africains indépendants en voie de développement	41	4,0	41	4,5	41	4,4
6 p. 100 et plus	11	6,9 <sup>a/</sup>	7	7,3 <sup>a/</sup>	11	8,2
5 à 5,9 p. 100	4	5,5	3	5,7	7	5,1
4 à 4,9 p. 100	6	4,5	7	4,5	4	4,3
3 à 3,9 p. 100	4	3,6	12	3,4	3	3,4
2 à 2,9 p. 100	6	2,5	5	2,6	3	2,8
1,9 et moins	10	-1,9	7	1,4	13	-3,4

Source : Division de la recherche et de la statistique de la CEA.

<sup>a/</sup> La Lybie n'est pas comprise dans le calcul du taux d'augmentation, mais elle est comprise dans le nombre de pays.

3. Entre 1969 et 1970, le taux était de 4,4. Malgré leur caractère incomplet, les données pour 1971 semblent indiquer un taux d'augmentation similaire à celui de 1970. Au début de la Deuxième Décennie, la situation n'est donc pas fondamentalement différente de celle enregistrée à la fin de la première Décennie du développement. On est loin de l'objectif minimum de croissance de 6 p. 100 fixé dans la Stratégie internationale du développement adoptée par l'Assemblée



générale des Nations Unies. Les résultats des toutes dernières années constituent, dans des conditions normales, de bons indices de ce qui peut se produire dans l'avenir immédiat, cette situation pourrait avoir des incidences graves sur le succès de la Deuxième Décennie en Afrique.

4. Au cours de la même période, les difficultés de balances des paiements se sont aussi accentuées dans bon nombre de pays africains. La position nette des exportations diminuées des importations de biens et de services s'est améliorée pour l'ensemble de l'Afrique, mais de nombreux pays ont continué de se débattre avec un déficit de leur compte extérieur. L'amélioration a tenu pour une bonne part aux résultats enregistrés par quelques pays seulement. Dans la plupart des pays africains les importations sont supérieures aux exportations.

5. En conséquence, le développement de l'Afrique est encore lourdement tributaire de l'assistance extérieure. D'après les données dont dispose le secrétariat de la CEA, la formation intérieure de capital est financée pour les trois quarts environ par des sources intérieures. Bien que la proportion des ressources intérieures nettes qui entrent dans la formation intérieure de capital ait augmenté légèrement dans les dernières années de la décennie pour passer à 16,8 p. 100 en 1969, ce chiffre est encore de 3,2 p. 100 inférieur à l'objectif fixé pour la deuxième Décennie du développement.

6. C'est dans ce contexte que les pays africains participent aux discussions sur la coopération internationale dans les domaines des finances et de la monnaie. Dans les pages qui suivent on fait le point des principaux faits nouveaux intervenus dans ces domaines au cours de ces dernières années dans la mesure où ils présentent de l'intérêt pour les pays africains.

#### Balance des paiements

7. Lorsque l'on étudie les données statistiques, un fait marquant retient l'attention : la balance des paiements de la plupart des pays africains. La situation reflète les efforts systématiques déployés pour accélérer le rythme du développement socio-économique et le déficit chronique des ressources intérieures pour satisfaire les besoins du financement. Les entrées de capitaux extérieurs et l'aide sont nécessaires pour assurer ne fût-ce qu'un niveau modeste de formation de capital fixe, mais ces entrées entraînent des déficits au compte courant.

8. Les exceptions à cette règle générale sont peu nombreuses. Toutefois, elles revêtent de l'importance du point de vue de la situation générale de la balance des paiements de l'Afrique en voie de développement. La récapitulation de la balance des paiements de l'Afrique en voie de développement (1968-1970) montre que le déficit global au compte courant a souvent été atténué ou résorbé par suite principalement de l'évolution favorable du compte "marchandises" d'un petit nombre de pays africains. Le volume des entrées de capitaux a fait apparaître un excédent global de la balance des paiements. En 1970 cet excédent a atteint 1,1 milliard de dollars EU malgré un déficit de 400 millions de dollars dans le solde en compte courant.



Tableau 2 : Récapitulation de la balance des paiements de l'Afrique en voie de développement, 1968-1970 (en milliards de dollars EU)

	1968	1969	1970
Solde en compte courant	-0,5	-	-0,4
Solde en compte capital	0,8	0,6	1,3
Solde global	0,3	0,6	1,1(0,96) <sup>a/</sup>

Source : Rapport annuel du FMI, 1971.

<sup>a/</sup> Les chiffres entre parenthèses ne comprennent pas les allocations de DTS.

9. Le tableau 3 reproduit, les données disponibles concernant le solde des transactions visibles et invisibles de 20 pays africains pour les années 1968-1970. Ces données marquent l'évolution du compte courant (biens et services), des transferts et des capitaux.

10. Comme partout ailleurs dans le monde, les fluctuations sensibles des balances commerciales en Afrique ont constitué une des caractéristiques importantes de l'évolution de leur commerce durant les dernières années. Pour l'ensemble du continent, la valeur des exportations est passée de 11,3 à 12,6 milliards de dollars entre 1969 et 1970, soit une augmentation de 11,5 p. 100 alors que celle des importations est passée de 9,4 à 10,8 avec une augmentation de 14,9 p. 100. Durant l'année 1969, l'accroissement de la valeur des exportations a bénéficié de la hausse des prix des produits de base ce qui a permis un relèvement des termes de l'échange. L'année 1970 s'est soldée par un changement net dans les termes de l'échange des pays en voie de développement de l'ordre de 2 p. 100. En Afrique, la détérioration des termes de l'échange était plus sensible puisqu'elle était de l'ordre de 6 p. 100 par rapport à l'année 1969.

11. En 1970, sur les 20 pays africains portés au tableau 3, 12 ont enregistré un solde déficitaire dans leur balance commerciale. Généralement, on peut noter que le déficit s'aggravait pendant les deux dernières années, et de ce fait, l'excédent global de la balance "marchandises" des pays africains diminuait. Les excédents de la balance commerciale de l'Afrique en voie de développement ont été concentrés de façon disproportionnée dans certains pays exportateurs importants, de pétrole et de minerais notamment. A noter que le solde excédentaire de la balance "marchandises" de la Libye représentait, à lui seul, en 1969, 77 p. 100 du solde global excédentaire de l'Afrique alors qu'il dépassait sensiblement ce solde en 1970.

12. A de rares exceptions près, tous les pays africains en voie de développement n'ont cessé d'enregistrer des déficits à leur compte des transactions invisibles ainsi que pour pratiquement chaque poste de ces comptes. Parmi les pays



cités au tableau 3, trois seulement (Kenya, Tanzanie et Tunisie) ont un excédent dans le solde des invisibles. Il ne saurait en être autrement aussi longtemps que les pays africains continuent à dépendre du monde extérieur non seulement pour leur formation de capital, mais aussi pour les services maritimes, les services d'assurances et, les techniciens et gestionnaires compétents.

13. De tous les pays indiqués au tableau 3, cinq seulement ont enregistré un excédent au compte des biens et services en 1969 (Côte d'Ivoire, Maurice, Libye, Tanzanie et République du Zaïre). Le nombre en était réduit à trois en 1970 (Maurice, Libye et République du Zaïre). L'excédent a bien augmenté en Libye, mais il a diminué à Maurice et a été sensiblement réduit en République du Zaïre.

14. Les données relatives aux transferts et capitaux indiquent le financement du déficit du compte courant ou l'utilisation des excédents de ce compte. Dans la plupart des pays africains, les transferts privés représentent généralement des soldes débiteurs dus essentiellement aux rapatriements de fonds par les salariés du secteur privé. Cependant quelques pays dont un grand nombre de ressortissants sont employés à l'étranger enregistrent des entrées nettes de fonds privés. Les transferts publics sont généralement excédentaires. A leur crédit sont notés particulièrement les dons représentant l'assistance technique et les dons en espèces et en nature de gouvernements étrangers et d'organismes internationaux.

15. Les soldes des capitaux aussi bien privés que publics sont généralement excédentaires. Les crédits comprennent le solde des variations des engagements au titre des investissements directs, des capitaux privés à long et à court terme et les prélèvements sur prêts accordés par des organismes gouvernementaux ou internationaux. Il faut noter l'irrégularité des mouvements de capitaux, notamment les capitaux privés.

16. Le solde de la balance des paiements était excédentaire en 1969 dans 15 des pays africains cités au tableau 3 et dans 10 en 1970. C'est dire que l'influence des transferts et des mouvements des capitaux est très importante dans la balance des paiements des pays africains. Plusieurs pays, ayant enregistré des soldes déficitaires en compte courant, ont vu la situation de leur solde global s'améliorer ou même devenir excédentaire. A noter qu'à l'encontre des excédents de la balance commerciale, ceux de la balance des paiements sont peu concentrés.

17. Les difficultés de la balance commerciale et le solde généralement déficitaire des comptes courants de la majorité des pays africains constituent une des caractéristiques fondamentales et presque permanentes de la balance des paiements de ces pays. C'est pourquoi, l'un des principaux objectifs de ces pays demeure la recherche d'apports de ressources extérieures pouvant remédier au déséquilibre de leurs paiements.



Tableau 3 - Solde des transactions courantes et impôts des sociétés de certains pays africains, 1968 - 1970  
(en millions de dollars des Etats-Unis)

	Année	Solde des transactions courantes	Transport et Assurance	Voyage	Revenu des investissements	Afn. Centrale	Autres services	Solde des invisibles	Solde net des biens et services	Transferts	Capitales	Solde de la balance des paiements
		Partielle								Privée	Publique	
Algérie	1968	303	-47	32	-234	-1,0	-50	-308	-225	180	48	+78
	1969	-53	-49,0	-1,0	-270	-1,0	-91	-362	-443	215	30	-133
	1970	-65	-107,0	...	-112	...	-41	-160	-225	127	12	-65
Cote d'Ivoire	1968	106 <sup>1/2</sup>	8,9	+0,3	-10,5	1,0	-13,3	-40	36	-37	15	+4
	1969	113 <sup>1/2</sup>	15,1	-15,7	-39	-	-42,6	-74	37	-36	20	+48
	1970	95 <sup>1/2</sup>	22,3	-47,0	-36	-	-75,3	-40	-5	-40	10	+38
Togo	1968	-0,9	-12,9	-1,8	-4,7	6,5	-6,2	-17,3	-10,0	7,0	15,0	-1,3
	1969	-7,5	-15,9	-4,5	-4,5	7,0	-5,5	-40,7	-40,7	-	17,0	-4,5
	1970	-6,6	-18,1	-4,7	-4,0	9,0	-4,0	-40,5	-40,5	2	24,1	-6,6
Egypte	1968	-129 <sup>1/2</sup>	-3,0	...	-43	-11,0	14,0	-61,0	-60,0	1	252	-46
	1969	-223 <sup>1/2</sup>	-0,0	...	-40	-30,0	6,0	-77,0	-204	8	260	-40
	1970	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Maroc	1968	-35,2	-26,8	-1,0	-0,0	3,0	-16,4	-1,7	-42,0	-0,4	14,0	-1
	1969	-10,0	-43,6	-0,9	-0,1	5,0	-16,8	-30,0	-20,2	-1	34,0	+3,8
	1970	-43,4	-46,5	-1,0	-7,7	6,0	-12,3	-16,5	-30,0	-4,0	10,0	-10,2
Sénégal	1968	74,1 <sup>1/2</sup>	-4,6	-7,2	-22,2	-0,5	-30,7	-40,2	6,8	-10,7	10,0	-1,1
	1969	60,1 <sup>1/2</sup>	-10,1	-0,1	-26	-1,4	-35,6	-40,3	-11,5	-0,4	9,1	-4,1
	1970	74,1 <sup>1/2</sup>	-10,0	...	-27,4	-0,2	-36,7	-75,1	-4,0	-10,5	13	-4,1
Guinée	1968	47,6	-43,0	-30,7	-30,1	-4,6	-22,1	-27,6	-40	-10,0	-	-11,1
	1969	50,2	-43,4	-	-30,7	-5,0	-43,2	-94,0	-10,2	-10,0	0,0	-2,4
	1970	57,7	-43,4	...	-40,3	...	-17,1	-100,0	-10,1	-10,0	0,0	-4,1
Mali	1968	-0,1	-7,1	-0,6	-4,7	1,0	2,0	-5,4	-10,5	-0,0	5,1	-1,7
	1969	7,1	-7,4	0,1	-0,0	1,4	1,1	-0,4	4,7	0,1	1,1	-1,4
	1970	5,0	-5,1	1,0	1,5	2,0	0,1	-1,1	1,0	1,4	0,0	-0,2
Niger	1968	-102,0 <sup>1/2</sup>	25	24,9	-30,6	1,0	11,6	37,7	-40,2	0,1	25,1	-40,2
	1969	-106,0 <sup>1/2</sup>	36,6	25,5	-20,0	1,0	29,7	34,5	-30	1,0	39,0	-55
	1970	-140,0 <sup>1/2</sup>	28,5	32,0	-12,0	1,1	34,2	79,0	-40,1	-1,4	22,1	-47,5
Libye	1968	1210,0 <sup>1/2</sup>	...	-35,1	-51,6	-41,1	-146	-40,2	379,4	-41,4	-43,7	-4,0
	1969	1477,0 <sup>1/2</sup>	...	-40,1	-25,4	-40,4	-40,0	-99,7	499,1	-44	-110,5	-37
	1970	1811,0 <sup>1/2</sup>	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Soudan	1968	-20,4	-	-	-5,0	-	-1,1	-24,1	-44,7	1,0	15,0	-1,5
	1969	-21,0	-	-2,7	-12,1	-4,1	-1,4	-27,5	-48,5	1,0	16,1	-1,4
	1970	-23,1	-10	...	-4,7	-0,1	-1,0	-44,6	-49,7	1,1	13,6	-1,7
Soudan	1968	-41	-4,1	22,5	-41,0	0	-4,4	-41	34	20	10	-26
	1969	-30	-49	20,5	-40,7	-2	-10,0	-44	-40	11	-1	-20
	1970	-117	39	...	-41,5	-20	-11,5	-40	-137	65	4	-10
Nigeria	1968	10,0 <sup>1/2</sup>	10,6	-44,0	-20,0	-43,4	-113,1	-137	-100,4	0,0	30,3	-13,3
	1969	71,0 <sup>1/2</sup>	10,0	-30,1	-24,0	-40,0	-177,4	-414,4	-101,1	1,0	21,5	-17,2
	1970	129,0 <sup>1/2</sup>	6,0	-43,7	-25,5	-30,0	-133,4	-130	-130,1	10,1	43,0	-10,1
Ouganda	1968	13,0 <sup>1/2</sup>	0,1	1,1	-10,7	-0,1	-0,4	-26	-0,4	-4,7	4,0	-0,3
	1969	71,0 <sup>1/2</sup>	0,1	4,2	-17,6	-1,1	-10,1	-44,7	-1,7	-0,1	0,0	-0,3
	1970	7,0 <sup>1/2</sup>	-0,0	...	-1,1	...	-7,0	-11,1	-1,0	-0,0	0,0	-0,3
Sierra Leone	1968	10	-0,1	-0,9	-9,7	-1	1,1	-12,4	-1,4	1,4	0,0	-1,3
	1969	6,4	-10,0	-0,9	-1,4	-1	-1,4	-20,9	-34,3	1,0	1,0	-0,3
	1970	-4,0	-10,5	...	-	...	-4,0	-25	-43,4	1,0	1,0	-1,3
Soudan	1968	-10 <sup>1/2</sup>	-4,0	-0,0	-0,0	0,1	-1,4	-6,0	-40,0	0,5	10,1	-1
	1969	-41,0 <sup>1/2</sup>	-1,1	-0,1	-0,0	-	-0,1	-4,5	-44,1	0,7	10,2	-1,3
	1970	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Soudan	1968	-29,0 <sup>1/2</sup>	-0,0	-0,4	-10,3	-7,0	2,0	-27,1	-24,4	-0,4	-1,2	-10,9
	1969	8,0 <sup>1/2</sup>	-2,0	-0,4	-14,7	-3,0	-0,2	-30,2	-27,0	-0,4	-1,1	-10,9
	1970	-13,0 <sup>1/2</sup>	-1,0	-9,7	-10,0	0,0	-1,0	-40,4	-40,4	-1,0	1,0	-10,0
Tanzanie	1968	-26,0 <sup>1/2</sup>	10,5	-1,1	-4,0	1,1	0,5	30,0	-25,1	0,5	0,5	-1,1
	1969	0,0 <sup>1/2</sup>	10,1	-2,1	-1	2	0,7	26,3	-26,3	0,5	1,0	-1,0
	1970	-73,0 <sup>1/2</sup>	10,6	0,1	-3,5	1,0	-1,1	11,1	-61,0	0,5	1,0	-1,0
Togo	1968	-61	-10	27	-23	10	-30	-14	-75	10	10	-14
	1969	-61	-10	30	-24	11	-30	-14	-80	6	10	-14
	1970	-111	-22	...	-26	10	-30	-14	-97	7	11	-14
Zaire	1968	260	-11,2	-16,6	-14,6	-70,6	-20,2	-100	31	-40	25	-1,1
	1969	270	-17	-40,0	-21,4	-70	-21	-118	47	-47	0,2	-1,1
	1970	280	-10	...	-34	-60,1	-30,4	-100,7	1,1	-40,0	51,0	-1,1

Source : IMF - Balance of Payments Statistics, 1970  
IMF - International Financial Statistics - Janvier 1970.

1/ t.a.f.  
2/ Exportations f.a.b.  
3/ Exportations principalement f.a.b.; importations partiellement f.a.b., partiellement t.a.f.



18. Ainsi on épargne à l'économie africaine les problèmes de liquidité qu'implique le recours aux réserves de devises. Mais cette situation alourdit progressivement le poids de la dette extérieure. Néanmoins, le recours aux capitaux extérieurs demeurera indispensable en raison de la faiblesse structurelle existant dans le solde en compte courant de la plupart des pays africains, faiblesse qui dénote l'insuffisance des ressources propres africaines pour le financement du développement en Afrique. Dans ces conditions l'aide extérieure pour l'Afrique doit être accrue et comporter des conditions de faveur compte tenu des exigences du développement dans ces pays.

#### Le volume de l'aide

19. Etant donné que la croissance économique de l'Afrique a été inférieure à celle des autres régions, il faut absolument intensifier l'aide au développement aux pays d'Afrique. Néanmoins, la part de l'Afrique dans le courant total net des ressources extérieures publiques provenant des pays développés à économie de marché et des organismes multilatéraux est tombée de 27,8 p. 100 pendant la première moitié des années 60 à 22 p. 100 pendant la seconde moitié de la décennie.

Tableau 4 : Courant total net des ressources extérieures publiques vers les régions en voie de développement en provenance des pays du CAD et des organismes multilatéraux (moyennes annuelles) a/ (millions de dollars EU)

Régions		Bilatérales	Multilatérales	Total
Afrique	1960-1966	1 500,00	168,91	1 669,01
	1967-1969	1 354,70	234,06	1 608,76
	1968-1970	1 346,54	322,57	1 669,11
Europe	1960-1966	419,09	33,57	452,66
	1967-1969	324,35	106,99	431,34
	1968-1970	336,40	118,90	455,30
Amérique latine	1960-1966	739,10	143,06	882,16
	1967-1969	956,35	299,43	1 255,78
	1968-1970	984,43	395,64	1 380,07
Asie	1960-1966	1 869,56	232,72	2 701,27
	1967-1969	3 197,00	351,97	3 548,97
	1968-1970	3 208,18	331,77	
Océanie	1960-1966	105,07	0,76	105,83
	1967-1969	190,02	3,32	193,34
	1968-1970	228,06	4,69	232,75
Total (y compris les flux non ventilés)	1960-1966	5 419,92	598,89	6 013,81
	1967-1969	6 318,81	1 035,17	7 353,99
	1968-1970	6 381,52	1 196,12	7 577,64

Source : OCDE, efforts et politiques poursuivis par les membres du Comité d'aide au développement, examen 1970 et 1971.

a/ Flux bilatéraux nets des remboursements de prêts; flux multilatéraux, nets des remboursements de prêts, des dons, souscriptions au capital et achats d'obligations, etc. du secteur public des pays en voie de développement.

b/ Ne sont pas compris dans le total les chiffres relatifs à la Banque africaine de développement et à la Banque asiatique de développement.



20. Au cours de la dernière décennie, l'aide à l'Afrique a connu plus de fluctuations que l'aide aux autres régions. Au cours de la première moitié de la décennie, les moyennes annuelles du courant total et en particulier celles des ressources bilatérales ont été supérieures à celles de la seconde moitié de la décennie. En 1970, l'aide exprimée en prix courants a été plus élevée qu'en 1960 mais au cours de chacune des années 1963, 1965, 1966 et 1968, l'aide était inférieure au montant reçu durant l'année précédente. Au cours de la dernière décennie, le volume de l'aide à l'Afrique a atteint son maximum en 1962 (1 milliard 777 millions de dollars). En 1970, il était de 1 milliard 785 millions. Si l'on ajuste le montant de l'aide de 1970 pour tenir compte de l'évolution des prix des produits manufacturés entrant dans le commerce international, le montant de 1 milliard 785 millions de dollars en prix courants est réduit à 1 milliard 495 millions de dollars en prix unitaire des produits manufacturés de 1960.

21. Le déclin du montant total de l'aide, qui est passé d'une moyenne annuelle de 1 milliard 669 millions de dollars entre 1960 et 1966 à 1 milliard 609 millions de dollars entre 1967 et 1969, tient à une baisse du volume des ressources bilatérales de l'ordre de 145 millions de dollars imputable à une contraction sensible du mouvement des ressources en provenance des principaux donateurs bilatéraux. Sur les 16 pays membres du CAD, 12 ont plus que doublé le montant de leur assistance pendant cette période. Cependant, le flux des ressources provenant des quatre pays restants (Belgique, France, Royaume-Uni et États-Unis d'Amérique) a baissé de 312 millions de dollars, dont près de la moitié a été imputable à la diminution de l'assistance des États-Unis. Le maintien du montant de l'aide entre 1968 et 1970 à une moyenne annuelle de 1 669 110 000 dollars est attribué à l'augmentation des ressources provenant de 11 pays membres du CAD, alors que celle qui provenait de la France s'est presque maintenue à sa moyenne précédente et que celles qui provenaient de l'Italie, du Royaume-Uni et des États-Unis ont diminué.

22. La répartition géographique des engagements financiers souscrits par les pays socialistes se caractérise par son évolution avec le temps ainsi que sa forte concentration dans certains pays. La part de l'Afrique dans le total des engagements souscrits par les pays socialistes entre 1959 et 1969 s'est élevée à 34,8 p. 100. La majorité des engagements pris par les pays socialistes à l'égard des pays en voie de développement (57,0 p. 100) ont été concentrés en Asie. L'Égypte qui a été le principal pays africain bénéficiaire de cette aide a absorbé 50,1 p. 100 de la part de l'Afrique et 17,5 p. 100 du total général de cette aide pendant la période 1959-1969. Il est difficile d'évaluer dans quelle mesure les engagements pris au titre de l'aide bilatérale par les pays socialistes ont été honorés. On croit savoir que le pourcentage de réalisation varie considérablement d'un pays à l'autre et d'une année à l'autre du fait notamment que la plupart des engagements sont destinés à des projets précis.



Tableau 5 : Distribution géographique du courant total annuel net des ressources extérieures publiques vers les régions en voie de développement en provenance des pays du CAD et des organismes multilatéraux (pourcentage du total)

	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
<u>Afrique a/</u>											
Sahara du nord	35,5	34,1	33,5	28,6	30,4	27,4	25,0	23,2	23,0	23,5	23,8
Sahara du sud	19,1	16,5	14,6	11,8	11,5	7,6	5,5	4,4	4,9	4,2	5,1
	16,4	17,5	18,8	16,7	18,6	19,3	19,0	18,4	17,6	18,7	18,2
<u>Amérique a/</u>											
du nord et du centre	6,9	15,8	16,1	18,9	17,1	16,0	18,6	17,1	18,9	18,3	20,7
du sud	2,9	3,4	3,2	4,5	3,4	5,3	7,3	7,1	7,8	6,5	8,2
	3,0	11,4	11,5	12,6	10,7	8,8	11,5	9,6	10,5	11,5	12,0
<u>Asie a/</u>											
Moyen Orient	53,7	45,5	44,9	47,1	49,0	51,3	50,3	53,4	50,2	50,1	48,8
du sud	6,7	8,1	6,1	4,9	4,1	4,9	4,3	3,7	4,0	4,2	4,0
Extrême Orient	26,9	20,8	22,6	27,4	31,4	30,8	27,8	29,5	24,1	19,8	18,7
	20,1	16,6	15,9	14,4	13,1	15,2	17,9	19,9	21,8	25,7	26,0
Océanie	0,6	0,5	0,8	0,7	0,7	2,3	2,4	2,4	2,8	3,2	3,8
Total a/	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Total (Millions de dollars EU)	4 176,3	4 857,8	5 303,5	5 817,2	5 799,4	6 212,6	6 358,9	6 896,3	6 869,8	7 000,7	7 501,0

Source : Tableau 7 de l'annexe, TD/118/Supp.2.

a/ Non compris les dépenses non affectées.



Tableau 6 : Courant total net des ressources du secteur public bilatéral des pays du CAD vers l'Afrique, 1960-1970 a/; moyennes annuelles (en millions de dollars des Etats-Unis)

	1960-1966	1967-1969	1968-1970
Australie	0,33	0,94	1,15
Autriche	1,27	2,40	1,56
Belgique	75,78	66,54	72,41
Canada	5,85	26,35	36,09
Danemark	0,62	8,59	14,12
France b/	636,10	518,03	519,90
Allemagne	59,57	110,13	117,36
Italie	38,18	70,08	53,60
Pays-Bas	0,73	10,43	8,60
Japon	0,35	8,10	20,38
Norvège	0,62	6,90	8,60
Suède	3,58	20,66	24,51
Suisse	0,93	5,05	6,44
Royaume-Uni	193,84	156,93	139,79
Etats-Unis	444,31	296,33	275,67

Source : OCDE, Aide au développement, examen 1970 et 1971.

a/ Nets des remboursements de prêts.

b/ Y compris 58 240 000 et 118 260 000 dollars pour les départements et territoires d'outre-mer en 1960-1966 et 1967-1969 respectivement.

23. En 1970, les engagements des pays socialistes pris au titre de l'assistance économique bilatérale vis-à-vis des pays en voie de développement ont plus que doublé par rapports aux engagements pris en 1969. De 776 millions de dollars, leur montant est passé à 1 milliard 694 millions. La part de l'Afrique a augmenté très sensiblement passant de 184 millions à 642. En pourcentage, la part de l'Asie représentait 57 p. 100, celle de l'Afrique 35,23 p. 100 et celle de l'Amérique latine 7,77 p. 100. L'augmentation sensible des engagements vis-à-vis de l'Afrique est imputée en particulier aux engagements de la République populaire de Chine pour la construction de chemins de fer en Tanzanie et en Zambie totalisant 405 millions de dollars environ.



**Tableau 7 - Pays socialistes : engagements pris au titre de l'assistance économique bilatérale vis-à-vis des pays en voie de développement (en millions de dollars des Etats-Unis)**

Région et pays	1965	1966	1967	1968	1969	1970	Total 1959-1970	Pourcentage du total
<b>AFRIQUE</b>								
Algérie	-	-	170	-	-	60	529	12,20
Rép. centrafricaine	-	-	-	-	-	-	4	0,09
Congo (Rép. pop.)	29,0	-	-	-	-	-	62,0	1,43
Egypte	126	-	120	168	38	103	1 953	45,05
Ethiopie	-	-	-	-	-	-	129	2,98
Ghana	20	-	-	-	-	-	188	4,34
Guinée	-	3	-	-	92	-	194	4,48
Kenya	-	110	-	-	-	-	66	1,52
Libéria	-	-	-	-	-	-	3	0,07
Mali	-	-	-	-	120	-	93	2,15
Maroc	-	-	19	-	-	-	36	0,83
Nigéria	14	-	100	-	-	-	114	2,63
Sénégal	-	-	-	-	-	-	7	0,16
Sierra Leone	28	-	-	-	-	-	28	0,65
Somalie	-	6	-	-	-	-	110	2,54
Soudan	-	-	10	-	53	74	183	4,22
Tunisie	-	-	7	55	-	-	109	2,51
Ouganda	30	-	-	-	-	-	45	1,04
Tanzanie	-	26	-	-	-	202	279	6,43
Zambie	-	-	-	-	-	203	203	4,68
<b>Total de l'Afrique</b>	<b>247</b>	<b>46</b>	<b>420</b>	<b>223</b>	<b>184</b>	<b>642</b>	<b>4 335</b>	<b>35,23</b>
<b>Amérique latine</b>	<b>15</b>	<b>100</b>	<b>107</b>	<b>20</b>	<b>55</b>	<b>92</b>	<b>957</b>	<b>7,77</b>
<b>Asie</b>	<b>384</b>	<b>1 167</b>	<b>94</b>	<b>515</b>	<b>537</b>	<b>960</b>	<b>7 012</b>	<b>57,00</b>
<b>Total</b>	<b>646</b>	<b>1 313</b>	<b>621</b>	<b>758</b>	<b>776</b>	<b>1 694</b>	<b>12 304</b>	<b>100,00</b>

Sources : 1965-1966, ONU document E/4495; 1967, ONU document E/4676, ONU - Annuaire statistique; 1968-1969, ONU document E/4873, ONU - Annuaire statistique; 1970, Bureau de statistique de l'ONU.



24. L'aide accordée par les organismes multilatéraux joue un rôle croissant dans le courant des ressources extérieures vers l'Afrique, son montant étant passé d'environ 8 p. 100 du total des entrées des ressources pendant la première moitié des années 60 à 13 p. 100 environ pendant les dernières années de la décennie. Cependant, si le volume total net de l'aide multilatérale a plus que quadruplé pendant la période considérée, la part de l'Afrique est tombée de 32 p. 100 environ pendant les premières années de la décennie à 30 p. 100 environ en 1968-1970.

Tableau 8 : Courant net des ressources des organismes multilatéraux vers les régions en voie de développement, en pourcentage et en millions de dollars

	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
Afrique	54,6	54,5	35,0	17,5	25,6	27,1	24,5	21,4	33,1	28,6	29,2
Amérique latine	3,7	21,8	16,7	44,9	43,3	19,7	27,3	32,3	27,9	35,4	42,5
Asie	35,0	55,5	46,6	32,8	29,3	52,2	43,6	42,4	35,8	35,4	24,6
Total <sup>a/</sup>	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Total en millions de dollars	289,7	224,3	414,4	638,4	724,8	799,3	780,2	960,4	768,5	1054,5	1408,7

Source : TD/118/Supp.2, tableau 9 de l'annexe.

<sup>a/</sup> Y compris les dépenses non affectées et les versements affectés à l'Europe et à l'Océanie.

25. L'augmentation du courant des ressources multilatérales vers l'Afrique a été attribuable pour plus de moitié à la CEE. Le premier Fonds européen de développement (FED) qui couvrait la période 1958-1963 disposait de 581 millions de dollars des Etats-Unis pour financer les dépenses d'équipement des pays et territoires associés. A la suite de la deuxième Convention d'association, le montant total des crédits dont disposait le Fonds a été porté à 800 millions de dollars dont 730 millions ont été répartis entre les Etats associés d'Afrique. Aux termes du troisième Fonds établi par la deuxième Convention, le montant disponible a été porté à un milliard de dollars dont 918 millions sont destinés aux Etats africains associés.



Tableau 9 : Total des flux nets multilatéraux vers l'Afrique a/. Moyennes annuelles (en millions de dollars des Etats-Unis)

	1960-1966	1967-1969	1968-1970
BIRD	52,10	27,89	13,62
IDA	-0,57	43,31	56,77
SFI	2,67	7,40	9,82
BAD	b/	-21,81	-8,32
CEE	59,18	107,60	125,17
ONU	55,53	89,68	125,46
<b>Total</b>	<b>168,91</b>	<b>254,06</b>	<b>322,57</b>

Source : OCDE; Aide au développement, Examen 1970, 1971.

a/ Nets des remboursements de prêts, des dons, des souscriptions au capital et des achats d'obligations du secteur public des pays africains.

b/ Ne comprend pas des versements cumulés d'un montant de 39 millions de dollars. Les sommes négatives reflètent les apports au capital initial de la Banque.

Tableau 10 : Eléments de l'aide accordée au titre de la troisième Convention d'association (en millions de dollars des Etats-Unis)

Région bénéficiaire	Dons	Prêts spéciaux	Prêts de la Banque européenne d'investissement
Etats africains et Malgache	748	80	90
Départements et territoires français d'outre-mer	30	6	5
Territoires néerlandais d'outre-mer	32	4	5
<b>Total</b>	<b>810</b>	<b>90</b>	<b>100</b>



26. Le montant net des prêts de la BIRD et de l'IDA a augmenté en moyenne de 38 p. 100 entre la première moitié et la deuxième moitié des années 60. Cependant, l'Afrique n'a guère bénéficié de l'augmentation considérable des prêts du Groupe de la Banque pendant les années 60 (le montant brut des versements est passé de 398 millions de dollars des Etats-Unis en 1961 à 1 milliard 18 millions en 1969). Si l'on tient compte de l'augmentation des prix et des remboursements d'intérêt, il n'y a probablement pas eu d'augmentation réelle des transferts de ressources.

Tableau 11 : Engagements de la Banque mondiale et de l'IDA, en pourcentage et en millions de dollars

	1964-1968 (moyenne)	1969-1970 (moyenne)	1971
Afrique	14,3	19,8	18,9
Asie et Océanie	45,0	41,7	35,9
Amérique latine et Antilles	27,5	29,9	28,4
Europe	13,2	8,6	16,9
Total	100,0	100,0	100,0
Total en millions de dollars	1 127	1 985	2 481

Source : Rapport de la Banque mondiale, 1971.

27. Il y a eu une modification dans la répartition géographique des engagements pris par le Groupe de la Banque mondiale. Au cours de ces dernières années, les prêts à l'Afrique ont augmenté en pourcentage du total, mais ils constituent seulement 19 p. 100, contre 36 p. 100 pour les pays en voie de développement d'Asie et 28 p. 100 pour les pays d'Amérique latine (y compris les Antilles). Il est un fait encore plus important, c'est que les pays d'Afrique ne reçoivent qu'un quart environ des crédits de l'IDA, contre plus de 70 p. 100 pour les pays en voie de développement d'Asie. En 1970/71, un pays d'Asie (Inde) a reçu de l'IDA des crédits d'un montant double du total perçu par l'ensemble des pays africains. Les crédits de l'IDA représentaient en 1970/71 presque la moitié du montant total des prêts accordés à l'Asie par le Groupe de la Banque, contre 26 p. 100 environ pour l'Afrique. Cela signifie que le dosage des crédits à l'Afrique s'est détérioré par rapport à 1969/70, les prêts de la Banque ayant augmenté et les crédits de l'IDA ayant diminué de 25 p. 100.



Tableau 12 : Prêts de la Banque mondiale et crédits de l'IDA (en millions de dollars des Etats-Unis et en pourcentage)

[illegible]



Tableau 12 : Prêts de la Banque mondiale et crédits de l'IDA (en millions de dollars des États-Unis et en pourcentage) (suite)

	1968 et avant			1969-1970			1970-1971		
	Banque	IDA	Total	Banque	IDA	Total	Banque	IDA	Total
Tunisie	33,90	23,90	57,80	10,00	10,50	20,50	31,50	4,80	36,30
Zaire	91,60	-	91,60	-	5,00	5,00	-	7,00	7,00
Zambie a/	84,90	-	84,90	10,80	-	10,80	40,00	-	40,00
Total de l'Afrique	1 226,60	309,80	1536,40	281,70	161,30	443,00	347,20	121,50	468,70
Pourcentage du total									
Afrique	10,9	17,3	11,8	16,8	26,6	19,4	18,3	20,8	18,9
Asie	33,1	71,6	38,8	25,9	71,6	38,0	22,6	70,1	33,8
Amérique latine et Caraïbes	28,5	6,6	25,4	41,8	1,8	31,2	35,4	5,8	28,4
Autres régions et montants non ventilés	27,5	4,5	24,0	15,5	-	11,4	23,7	3,3	18,9

Source : Rapports annuels de la Banque mondiale.

a/ Trois prêts d'un montant total de 106,7 millions de dollars ont été alloués à parts égales à la Rhodésie et à la Zambie.

28. Le champ des données relatives à la répartition des courants privés est restreint. Cependant, on estime qu'en 1969-1970, l'Afrique a bénéficié d'environ un quart du total net des investissements privés étrangers effectués directement dans les pays en voie de développement, soit une légère augmentation par rapport à 1965-1966. On constatera à la lecture du tableau 13 que deux tiers des investissements directs effectués en Afrique en 1969-1970 ont été destinés à l'industrie pétrolière. Les facteurs politiques et autres qui influent sur le climat des investissements au Moyen-Orient semblent avoir provoqué un regain d'intérêt pour l'Afrique. Le déclin des investissements dans le secteur manufacturier en 1967-1968 a été renversé avec une amélioration nette en 1969-1970. Il semblerait que les investisseurs privés soient principalement intéressés par l'exploitation des ressources naturelles de l'Afrique et non par son industrialisation.



Tableau 13 : Répartition régionale et sectorielle du volume total des investissements directs des pays du CAD dans les pays en voie de développement (moyennes annuelles, 1965-1970)

	Année	Industrie pétrolière a/	Industries extractives	Industries manufacturières	Autres secteurs	Total
Europe	1965/66	44	10	124	90	268
	1967/68	19	3	130	55	207
	1969/70	60	5	224	59	348
Afrique	1965/66	328	85	89	84	586
	1967/68	352	85	80	65	582
	1969/70	487	58	95	99	739
Amérique latine et Antilles	1965/66	-57	99	591	292	925
	1967/68	73	180	540	297	1 000
	1969/70	295	-29	643	306	1 215
Moyen-Orient	1965/66	374	1	12	5	392
	1967/68	198	-	7	14	219
	1969/70	243	-	24	15	282
Asie et Océanie	1965/66	62	28	129	117	336
	1967/68	92	37	185	99	413
	1969/70	155	104	147	68	474
Total	1965/66	751	223	945	588	2 507
	1967/68	734	305	942	530	2 511
	1969/70	1 240	138	1 133	547	3 058

Source : OCDE, Aide au développement, Examen 1971.

a/ Gas naturel compris.



29. Il est plus difficile d'évaluer les tendances en ce qui concerne les deux autres principaux courants de capitaux privés, à savoir les investissements privés de portefeuille et les crédits à l'exportation. Le montant total net des achats d'obligations et des autres opérations financières privées à long terme au bénéfice de l'ensemble des pays en voie de développement, qui s'élevait en moyenne à 622 millions de dollars par an pendant la première moitié des années 60, était passé à 1 milliard 696 millions de dollars en 1969 et est tombée à 1 milliard 152 millions en 1970. Le fait surprenant est que l'augmentation en 1969 s'est produite alors que le coût des emprunts augmentait rapidement ces dernières années. Cependant, même dans les périodes les plus favorables, le marché international des obligations et des emprunts n'est vraiment utilisé que par les pays en voie de développement les plus avancés et par les banques internationales de développement. Pendant la période 1960-1970, la plus grande partie du montant total des émissions d'obligations placées par les pays en voie de développement l'ont été par trois pays seulement (Argentine, Israël et Mexique) 1/. Les émissions placées par les pays africains au cours de cette période se sont élevées à 64 millions de dollars 2/.

30. Par contre, par le jeu de bonification ou de dispositions institutionnelles spéciales, il est possible d'obtenir des crédits privés à l'exportation à des taux réduits du tiers ou même de moitié par rapport aux taux en vigueur sur le marché international des obligations. C'est à cela que tient en particulier la forte augmentation du courant net de capitaux vers les pays en voie de développement sous forme de crédits privés garantis à l'exportation. La part des crédits privés à l'exportation dans le montant total net des ressources dirigées vers les pays en voie de développement a augmenté de 7 p. 100 en moyenne pendant la première moitié des années 60, à 12 p. 100 en 1968 à 15 p. 100 en 1969 et de 14 p. 100 en 1970. La part de l'Afrique dans le total de ces crédits a été de 20 p. 100 en 1966, de 12 p. 100 en 1969 et de 20 p. 100 en 1970. On peut supposer que la stagnation relative du volume de l'aide publique nette au développement a orienté vers les crédits à l'exportation une demande croissante de financement extérieur qui était antérieurement couverte par l'aide concessionnelle.

31. Du point de vue des pays africains, la composition des capitaux qu'ils peuvent obtenir et les conditions dont ils sont assortis revêtent une importance capitale.

32. On ne dispose d'aucun renseignement sur les modalités et les conditions dont a été assortie l'aide à l'Afrique au cours de ces dernières années. Les conditions globales appliquées par les pays du CAD, considérés dans leur ensemble, au total des engagements au titre de l'APD sont restées pratiquement inchangées entre 1969 et 1970. Le taux d'intérêt moyen est passé de 2,9 à 2,8 p. 100 et les délais de remboursement et de franchise ont légèrement

1/ OCDE, Aide au développement, Examen 1971, tableau VI-5.

2/ Rapport annuel de la Banque mondiale, 1970, tableau 11 et 1971 tableau 12.



augmenté passant de 28,4 et 6,7 ans respectivement en 1969 à 29,9 et 7,4 ans en 1970. Il faut essentiellement voir là l'effet conjugué d'un accroissement des engagements souscrits par les prêteurs les plus libéraux et d'une réduction des engagements souscrits par les donneurs appliquant des conditions plus rigoureuses. Par contre, le pourcentage des dons a un peu décliné passant de 66 à 63. Ce déclin a été pratiquement compensé par l'assouplissement des conditions des prêts de sorte que l'élément don dans le total des engagements est demeuré à peu près le même à 84 p. 100 1/.

Tableau 14 : Variations nettes de l'encours des crédits privés garantis à l'exportation (en millions de dollars des Etats-Unis)

	1966	1967	1968	1969	1970
Afrique	228,4	266,8	112,40	234,9	444,9
Tous les pays en voie de développement	1 124	1 007	1 596	1 978	2 174

Sources : OCDE, Aide au développement, Examen 1971, tableau 21.

33. Pendant la seconde moitié des années 60, on a pris davantage conscience du problème des conditions de l'aide accordée aux pays en voie de développement. En juillet 1965, le CAD a adopté une recommandation sur les conditions financières et les modalités de l'aide, qui arrêtait les objectifs au regard desquels on pouvait vérifier les réalisations des pays membres du CAD. Un nouvel effort dans le sens d'une libéralisation des conditions de l'aide a été fait en 1969 grâce à l'adoption d'un supplément à la recommandation de 1965. Bien que ce supplément concerne surtout la fixation d'un objectif amélioré en matière des conditions de l'aide, l'un de ses éléments les plus prévoyants est que, pour la première fois, les pays du CAD reconnaissent officiellement la nécessité de prévoir un niveau minimum d'aide publique au développement 2/. En pratique, les nouvelles normes auront probablement pour effet d'améliorer les conditions de l'aide.

34. L'Allemagne, l'Italie et le Japon n'ont pas respecté les normes du Supplément de 1969 en ce qui concerne les conditions de l'aide. L'Autriche et la Suisse ont respecté les normes relatives aux conditions, mais le volume de leurs engagements était trop faible. En 1970, l'Autriche, l'Italie et le Japon n'ont respecté aucun des critères énoncés dans le Supplément. L'aide publique suisse au développement respectait les normes relatives aux conditions, mais le programme était trop restreint du point de vue volume 3/.

1/ On obtient l'"élément concessionnel" en soustrayant de la valeur nominale de l'engagement la valeur actualisée (au taux de 10 p. 100) des versements prévus au titre du service de la dette; ainsi pour un don, l'"élément concessionnel" est égal à 100 p. 100, alors qu'il est nul pour un prêt à 10 p. 100.

2/ TD/B/C.3/72.

3/ OCDE, Aide au développement, Examen 1971, page 77.



Tableau 15 : Conditions financières des engagements souscrits au titre de l'aide publique au développement en 1968 et 1969

Pays	Dons, en pourcentage du total des engagements au titre de l'aide publique au développement			Prêts								
				Moyennes pondérées								
				Durée (années)			Taux d'intérêt (%)			Délais de franchise (années)		
	1968	1969	1970	1968	1969	1970	1968	1969	1970	1968	1969	1970
Australie	100	100	91			14,0			6,4			4,0
Autriche	51	69	41	11,9	15,2	13,9	5,1	4,4	5,1	1,9	4,2	4,2
Belgique	95	92	92	21,9	27,2	29,6	3,2	2,6	2,3	6,1	8,3	9,2
Canada	83	60	65	50,0	48,5	48,5	0,0	0,3	0,2	10,0	9,8	9,8
Danemark	57	78	92	24,9	25,0	25,0	0,0	0,0	0,0	7,0	7,0	7,0
France	72	75	73	17,0	17,6	16,2	3,7	3,7	3,7	1,7	1,9	2,3
Allemagne	51	51	54	23,4	26,0	27,5	3,0	3,2	2,9	7,1	7,6	8,5
Italie	30	27	54	12,3	10,9	13,1	4,7	5,3	4,9	2,3	2,2	5,2
Japon	62	42	39	17,9	19,5	21,4	3,7	3,7	3,7	5,6	6,1	6,7
Norvège	92	51	99	23,0	36,0	23,0	2,2	1,7	2,4	5,5	7,9	9,0
Pays-Bas	52	70	64	27,9	28,6	29,0	3,8	3,1	2,9	6,4	8,1	7,8
Suède	75	85	82	34,0	47,2	35,4	1,5	0,9	1,5	9,6	10,0	10,0
Suisse	75	78	82	32,9	34,9	36,0	2,2	2,1	2,0	7,7	7,4	8,0
Etats-Unis	54	70	64	38,0	37,1	37,4	2,6	3,0	2,6	9,0	8,7	8,7
Royaume-Uni	46	48	50	24,0	24,1	24,6	1,0	1,2	1,7	5,6	5,6	6,2
Total CAD	58	66	63	30,7	28,4	29,9	2,7	2,9	2,8	7,2	6,7	7,4

Source : OCDE, Aide au développement, Examen 1971, tableau IV-2.

35. Les conditions de l'aide financière des pays socialistes n'ont pratiquement pas changé. La plus grande partie des engagements souscrits par l'Union soviétique portent sur l'octroi de crédits de développement remboursables dans un délai de 8 à 12 ans et assortis d'un taux d'intérêt de 2,5 à 3 p. 100. Les crédits commerciaux à intérêt plus élevé (3 à 5,5 p. 100) et de durée plus courte prennent de plus en plus d'importance tandis que les dons ne jouent qu'un rôle mineur. Les conditions des engagements souscrits par les autres pays socialistes d'Europe de l'est sont les mêmes que celles de l'Union soviétique, alors que les conditions pratiquées par la Chine ont tendance à être plus souples <sup>1/</sup>. En 1968, l'élément don compris dans l'ensemble des engagements souscrits par l'Union soviétique s'élevait à 36 p. 100 <sup>2/</sup>.

<sup>1/</sup> Le prêt de 405 millions de dollars consenti par la Chine pour construction du chemin de fer Tanzan est exempt d'intérêt et remboursable en 30 ans à compter de 1973.

<sup>2/</sup> OCDE, Aide au développement, Examen 1970, page 39.



36. Il y a un rapport étroit entre les conditions de prêts pratiquées par la Banque mondiale et les conditions en vigueur sur le marché mondial des capitaux où la Banque se procure la plus grande partie de ses capitaux. En 1971, les coûts des emprunts de la Banque, pondérés par montant et échéance, ont été en moyenne de 8,07 p. 100 contre 7,54 p. 100 pendant l'exercice 1970. En septembre 1970, le taux d'intérêt des prêts de la Banque a été relevé de 7 à 7,25 p. 100. Ce taux a été maintenu pendant tout l'exercice 1971 <sup>1/</sup>. Le rendement annuel moyen des investissements de la SFI s'élevait à 8,87 p. 100 en 1971 contre 9,08 p. 100 à la fin de 1970 et 8,45 p. 100 à la fin de 1969. Les crédits de l'IDA ne portent pas intérêt mais sont assortis d'une commission de 0,75 p. 100 par an.

37. Les politiques suivies par les pays donateurs en matière de conditions d'aide ne peuvent être vraiment évaluées que dans la perspective des difficultés croissantes d'endettement des pays en voie de développement. Les données rassemblées par la Banque mondiale au sujet de l'endettement montrent que pour 37 pays africains pour lesquels on dispose des données, la dette publique et la dette garantie par l'Etat s'élevaient à 9 milliards 180 millions de dollars au 31 décembre 1969. Si l'on compare ce chiffre avec celui de 1965, on constate que le taux d'augmentation est de 11,5 p. 100 par an. Les remboursements faits par les 37 pays considérés au titre du service de la dette se sont élevés, 725 millions de dollars en 1969, soit un taux annuel d'augmentation de 13,75 p. 100 depuis 1965. Entre 1967 et 1969, les versements au titre du service de la dette ont augmenté de 53 p. 100, ce qui ne laisse pas d'inquiéter. Entre les chiffres de versements de 1969 et ceux estimés en 1970 l'augmentation est de 28 p. 100. Dans aucune autre région en voie de développement l'augmentation n'a été de cet ordre.

Tableau 16 : Dette publique extérieure non amortie et versements au titre du service de la dette de 35 pays africains (en millions de dollars des États-Unis)

	Dette non amortie 31 décembre	Versements au titre du service de la dette
1961	3 309	172
1965	6 297	468
1966	7 349	480
1967	8 058	476
1968	8 719	601
1969 a/	9 184	725
1970 b/		926

Source : Rapport annuel de la Banque mondiale, 1970, tableaux 5 et 10 et TD/118/Supp.6, tableau 2.

a/ 37 pays.

b/ Projection.

<sup>1/</sup> Banque mondiale, Rapport annuel 1971, page 47.



38. Les proportions du service de la dette publique des pays d'Afrique ont des incidences certaines sur le volume net des transports de ressources. A la lecture du tableau 17 on constate que les entrées brutes de capitaux en Afrique se sont élevées à 1 milliard 540 millions de dollars en 1969, mais que le montant net n'était que de 845 millions. Le montant des versements au titre du service de la dette extérieure des pays africains est passé de 24,1 p. 100 du montant total des entrées en 1965 à 47,1 p. 100 en 1969.

Tableau 17 : Courants des ressources extérieures et versements au titre du service de la dette publique extérieure et de la dette garantie par l'Etat dans les pays africains en voie de développement (en millions de dollars et en pourcentage)

	Courant brut	Service de la dette		Transfert net
		Millions de dollars	Pourcentage	
1965	1 940	468	24,1	1 472
1966	1 609	480	29,8	1 129
1967	1 669	476	28,5	1 193
1968	1 505	601	39,9	904
1969	1 540	725	47,1	815

Source : TD/118/Supp.5, tableau 1.

39. Les mouvements inverses de fonds vers les pays développés ont naturellement été considérables en raison des importants mouvements de capitaux privés. Les comptes consolidés de la balance des paiements de 22 pays africains indiquent que le montant du revenu brut des investissements versé par les pays africains a plus que triplé pendant la période 1963-1967. Les bénéfices bruts représentaient environ 72 p. 100 du total de ces versements. La plus grande partie des bénéfices provenaient des pays exportateurs de minéraux. Pour les années 1968 et 1969, on ne dispose que du montant des bénéfices, ceux-ci ont augmenté de 42 p. 100 par rapport aux montants de l'année 1967.

Tableau 18 : Revenus d'investissements versés par les pays africains (en millions de dollars des Etats-Unis)

	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
Bruts	267,4	611,8	682,6	898,2	861,4	...	...
Bénéfices	138,0	464,0	505,3	664,4	614,1	870	870 a/
Intérêts	129,4	147,8	177,3	233,8	247,3	...	...

Source : TD/B/C.3/73, tableau 1 et TD/118/Supp.5, tableau 4.

a/ Estimation.



40. En 1969, près de 48 p. 100 des versements au titre de la dette publique ou de la dette garantie par l'Etat des pays en voie de développement ont été effectués à des créiteurs privés. En Afrique le pourcentage était de 40 p. 100. Les versements effectués au titre de la dette pour le financement des exportations, qui comprend les remboursements des crédits fournisseurs et des prêts consentis par les banques privées et d'autres institutions financières, représentaient environ 80 p. 100 des versements faits à des créiteurs privés dans les pays en voie de développement et de 75 p. 100 en Afrique. Les chiffres projetés pour l'Afrique en 1970 donnent un pourcentage de 64 p. 100.

41. Les données de la Banque mondiale ne comprennent pas les chiffres relatifs aux crédits non garantis à l'exportation, les dettes remboursables en monnaie locales au choix de l'emprunteur, ni les arriérés commerciaux. Si l'on avait tenu compte de ces chiffres, il va sans dire que le montant total de la dette non amortie et des versements au titre de la dette aurait été bien plus élevé. L'augmentation très sensible des crédits à l'exportation ces dernières années est un important facteur d'aggravation du fardeau de la dette des pays africains. Cependant, il est pratiquement impossible de ne pas succomber à la tentation d'accepter ces crédits lorsque les pays donateurs n'offrent pas suffisamment de dons ou de prêts à des conditions de faveur pour financer les importations de biens d'équipement nécessaires au développement économique.

Tableau 19 : Structure des versements au titre du service de la dette publique extérieure de l'Afrique, en millions de dollars et en pourcentage

	1965	1966	1967	1968	1969	1970 <sup>a/</sup>
Total	466,7	474,5	472,1	625,4	743,9	926,2
Prêts de gouvernement	170,0	180,6	174,3	251,9	387,9	450,7
Prêts d'organisations internationales	46,8	48,1	54,0	63,5	66,5	85,4
Total, créiteurs publics	216,8	228,7	228,3	315,4	454,4	535,1
Financement des exportations	128,5	145,7	176,8	206,2	215,9	250,4
Autres créiteurs privés	121,4	100,1	87,0	103,8	73,6	139,7
Total, créiteurs privés	249,9	245,8	243,8	310,0	289,5	390,1
Service des crédits privés, en pourcentage du service total	54	52	52	49	39	42
Service du financement des exportations, en pourcentage du service total des crédits privés	51	59	73	66	75	64

Source : Rapport annuel de la Banque mondiale, 1970, tableau 10.

<sup>a/</sup> Estimation. Rapport annuel de la Banque mondiale 1971, tableau 8.



### Assistance technique

42. Une aide efficace doit certes combiner en un dosage judicieux l'assistance en capital et l'assistance technique, mais pour les pays africains une priorité s'impose : c'est l'assistance technique, et en particulier celle qui permet aux bénéficiaires de tirer le meilleur parti possible des autres formes d'assistance qui leur sont offertes ainsi que de leurs ressources propres. Pendant les années 60, les pays donateurs ont pris conscience du rôle capital de l'assistance technique. Les dépenses de coopération technique, bilatérale aussi bien que multilatérale, ont plus que doublé au cours de cette période.

43. En 1970, les dépenses d'assistance technique rendue à tous les pays en voie de développement par les pays du CAD représentaient 26,6 p. 100 du montant total de l'aide publique bilatérale au développement fournie par ces pays, soit un pourcentage sensiblement plus élevé qu'au début des années 60. Par suite de l'augmentation des traitements et des autres coûts le nombre d'experts financés au titre de cette assistance au cours des dernières années a naturellement augmenté à un rythme plus lent que les dépenses d'assistance technique.

Tableau 20 : Versements bilatéraux des pays du CAD au titre de l'assistance technique, en millions de dollars des Etats-Unis et en pourcentage

	Millions de dollars des Etats-Unis	Pourcentage de l'aide publique au développement
1962	746,8	14,9
1963	870,7	15,9
1964	951,2	16,9
1965	1 053,5	18,8
1966	1 235,3	21,2
1967	1 313,9	22,6
1968	1 466,8	26,0
1969	1 527,9	27,5
1970	1 511,0	26,6

Source : OCDE, Aide au développement, Examen 1970, tableau IV-1.  
OCDE, Aide au développement, Examen 1971, tableau 7.

44. La répartition géographique des dépenses bilatérales d'assistance technique reflète dans une large mesure l'assistance accordée par la France, le Royaume-Uni et la Belgique à leurs anciennes colonies africaines. De ce fait, l'Afrique est la principale bénéficiaire de l'assistance technique bilatérale des pays du CAD. En 1968, l'Afrique a reçu 37 p. 100 du montant de cette assistance. Ce pourcentage a baissé pendant les années 60, par suite principalement d'une réduction sensible du nombre d'experts opérationnels pris en charge par la France. Cependant, alors même que la part de l'Afrique dans les dépenses d'assistance technique des anciennes puissances coloniales était en baisse, plusieurs des pays donateurs dont l'aide remontait à une époque relativement



récente orientaient de plus en plus leurs efforts vers ce continent. En 1968, le Canada, la Norvège, la Suède et la Suisse lui ont consacré plus de la moitié de leurs contributions au titre de l'assistance technique. A la fin des années 60, les dépenses d'assistance technique représentaient près de deux cinquièmes de toutes les dépenses d'assistance consacrées à l'Afrique, contre un cinquième environ seulement au début des années 60.

45. L'Assistance technique des pays à économie planifiée est difficile à chiffrer. Les effectifs mis par ces pays à la disposition des pays en voie de développement auraient représenté environ le cinquième du chiffre enregistré pour le CAD.

46. L'assistance technique des institutions multilatérales a été fournie principalement par les Nations Unies <sup>1/</sup>, c'est-à-dire par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et par les autres institutions des Nations Unies. Comme le montre le tableau 20, le montant de l'assistance technique des Nations Unies a atteint 243,2 millions de dollars en 1970 contre 210,8 en 1969 et 205,8 en 1968. L'Afrique continue à recevoir la majeure partie de cette assistance. En 1970 sa part avait atteint 35,4 p. 100 du total.

47. De nouvelles initiatives ont été prises récemment tant par les donateurs bilatéraux que les programmes multinationaux en vue de renforcer l'administration de l'assistance technique. S'agissant des programmes multinationaux, la plus importante initiative prise récemment est celle de l'Etude de la capacité du système des Nations Unies pour le développement dirigée par Sir Robert Jackson. Plusieurs des recommandations de l'Etude ont été approuvées par le Conseil d'administration du PNUD en juin 1970.

48. L'une des recommandations approuvées préconise notamment que la programmation de l'assistance à chaque pays se fasse dans le cadre de chiffres de planification indicative (CPI). A cette fin, on élimine toute distinction entre l'élément Assistance technique et l'élément Fonds spécial du Programme. Les ressources consacrées au programme d'un pays représentent désormais un pourcentage du montant total des ressources de l'année en cours, pour lequel on établit des projections étalées sur une période donnée. Selon les modalités en vigueur antérieurement, il fallait que les projets envisagés au titre de l'élément Assistance technique soient programmés sur une base biennale. Cependant, il était prévu de financer les projets demandés par les gouvernements après l'achèvement d'un cycle de programmation. Il n'existait pas de calendrier pour la présentation des demandes d'assistance au titre du Fonds spécial. A n'importe quel moment de l'année, un gouvernement pouvait présenter une demande d'assistance à ce titre.

49. Les chiffres de planification indicative pour la période 1972-1976 ont été calculés en se fondant sur le pourcentage qui revient à chaque pays du montant total des affectations de crédits prévues pour la période 1966-1970 et sur une augmentation estimative annuelle des ressources totales de l'ordre de 9,6 p. 100. Cette méthode de calcul implique que le CPI d'un certain nombre de pays africains sera très faible par rapport au montant des engagements en cours. Dans certains cas, ce chiffre pourra même être inférieur au chiffre atteint à l'époque où l'ancienne procédure de programmation était en vigueur.

<sup>1/</sup> D'autres assistances techniques ont été fournies par CEE, OCDE, BIRD et par certaines banques régionales de développement.



Tableau 21 : Assistance technique des Nations Unies (millions de dollars des Etats-Unis)

	1968			1969			1970 a/		
	dont l'Afrique		Total	dont l'Afrique		Total	dont l'Afrique		Total
	\$EU	%		\$EU	%		\$EU	%	
<b>PNUD</b>									
Fonds spécial	123,3	35,3	150,6	55,7	37,0	171,5	62,8	36,6	36,6
Assistance technique	72,7	30,0	51,2	15,8	30,9	60,2	19,3	32,1	32,1
Total b/	196,0	33,3	201,8	71,5	35,4	231,7	82,1	35,4	35,4
<b>Programmes AT</b>									
de l'ONU c/									
Budget ordinaire	5,6	34,9	5,6	2,1	37,2	5,7	1,9	32,9	32,9
Fonds d'affectation spéciale d/	4,2	47,2	3,4	1,5	43,5	5,8	2,0	33,7	33,7
Total	9,8	35,6	9,0	3,6	37,7	11,5	3,9	36,8	36,8
<b>Total général Nations Unies</b>	205,8	33,6	210,8	75,1	35,6	243,2	86,0	35,4	35,4

Note : Il se peut que les totaux ne soient pas tout à fait justes, du fait que les chiffres sont arrondis.

Source : DP/RP/11 et DP/L.168.

a/ Estimations provisoires.

b/ Y compris les frais généraux des organisations.

c/ Non compris les dépenses consacrées aux projets du PNUD exécutés par l'ONU pour éviter la double comptabilisation.

d/ Y compris les dépenses financières par les gouvernements bénéficiaires.



Tableau 22 : Chiffres de planification indicative approuvés par le Conseil d'administration du PNUD à sa onzième session

CPI des pays africains (millions de dollars EU)	Pays	CPI total pour l'Afrique (millions de dollars)	CPI total de tous les pays en voie de développement
30	Nigéria	57,5	207,5
27,5	Egypte		
20	Algérie, Zaïre Ethiopie, Maroc	80,0	220,0
15	Cameroun, Ghana, Guinée, Côte d'Ivoire, Kenya, Somalie, Soudan, Tanzanie, Tunisie, Zambie		
10	Burundi, Libéria, Madagascar, Mali, Niger, Rwanda, Sénégal, Togo, Ouganda, Haute-Volta	100,0	200,0
7,5	Tchad, Congo (Rép. pop.) Dahomey, Gabon, Lesotho, Malawi, Sierra Leone		
5	Botswana, République centrafricaine, Libye, Mauritanie, Maurice, Soudan	30,0	100,0
2,5	Guinée équatoriale, Gambie		
1 et moins	Iles Comores, Terri- toire français des Africains et des Indes, Seychelles	1,0	30,0
		476,0	1 275,0

Pourcentage

Afrique	37,3
Asie et Extrême-Orient	26,9
Amérique latine et Antilles	21,5
Europe et Moyen-Orient	14,3

Source : Rapport du Conseil d'administration sur sa onzième session.



### Balance extérieure et liquidités internationales

50. Les données pour 1970 indiquent que les pays africains dans leur ensemble ont enregistré un excédent commercial de l'ordre de 1 milliard 690 millions de dollars des Etats-Unis. L'excédent commercial d'un seul pays africain exportateur de pétrole, la Libye, a été de 1 milliard 810 millions. Cependant, la variation nette des réserves par rapport à l'année précédente n'a été que d'environ 1,1 milliard de dollars par suite de sorties d'un montant de 600 millions de dollars imputées sur d'autres postes de la balance des paiements.

Tableau 23 : Balance commerciale et fluctuation des liquidités internationales des pays africains (en millions de dollars des Etats-Unis)

	Balance commerciale a/			Variation nette des réserves b/		
	1968	1969	1970	1968	1969	1967
Afrique	1 026	1 939	1 689	361	629	1 081
Région pétrolière de l'Afrique c/	1 264	1 611	1 751	207	309	697
Reste de l'Afrique	-238	328	-62	154	320	384

Source : IMF, International Financial Statistics, Janvier 1972.

a/ Exportations f.o.b. moins importations c.a.f.

b/ Or, devises convertibles, positions de réserve au FMI et DTS.

c/ Algérie, Libye, Nigéria.

51. Les liquidités internationales de tous les pays africains pour lesquels des données sont publiées par le FMI dans "International Financial Statistics" s'élevaient à 4 milliards 296 millions de dollars des Etats-Unis à la fin de 1970, en augmentation de 34 p. 100 par rapport à la fin de 1969. Le Centre de la planification, des projections et des politiques relatives au développement des Nations Unies, dans son Examen des principales caractéristiques de l'économie mondiale pour 1970-1971, a publié une analyse des variations des liquidités internationales des pays en voie de développement pendant les années 60. Les données relatives aux 25 pays africains visés par cette analyse sont indiquées dans le tableau 23.

52. Les liquidités internationales de ces pays ont augmenté de deux cinquièmes environ en 1970 pour passer à 3,7 milliards de dollars au total. La grande majorité des pays repris au tableau 24 ont été en mesure d'augmenter leurs réserves en 1970, mais six d'entre eux ont dû y faire des prélèvements pour combler leur déficit extérieur. Environ trois quarts de l'augmentation du total peuvent être attribués à l'augmentation des réserves de deux pays (Libye et Zambie).



Tableau 24 : Evolution des liquidités internationales de certains pays  
africains

	Millions de dollars EU	Réserves inter. fin 1970 a/		Réserves inter. a/ en pourcentage du		fin de l'année	
		En pourcentage des réserves à la		Produit intérieur brut b/ de l'année précédente		Importations de l'an- née précédente c/	
		Fin 1969	Fin 1960 d/	1961	1970	1961	1970
Total	3 707	141	161	9,4	10,1	47	58
Cameroun	81	169	427	3,9	8,6	24	39
RCA	1	100	253	...	0,5	...	3
Congo (Rép. pop.)	9	150	180	2,7	3,4	4	11
Dahomey	16	200	178	5,8	6,4	36	31
Egypte	135	93	51	4,9	2,2	30	21
Ethiopie	71	99	134	5,9	4,4	66	46
Gabon	15	188	150	8,6	5,8	34	21
Ghana	71	82	18	14,3	3,1	53	21
Côte d'Ivoire	105	148	309	6,0	7,5	20	31
Haute-Volta	36	157	300	6,5	12,9	43	78
Kenya	119	129	425	6,7	15,3	27	67
Libye	1 590	173	1 939	34,8	42,3	52	235
Mauritanie	4	100	67	7,7	2,0	19	11
Maroc	141	124	68	10,3	4,5	45	25
Niger	19	271	238	3,9	5,3	42	42
Nigéria	226	164	52	11,7	5,0	65	33
Sénégal	22	275	29	12,9	2,9	49	11
Soudan	22	61	13	13,7	1,1	84	9
Tanzanie	139	82	108	11,3	7,2	55	33
Tchad	2	200	17	4,4	0,7	32	4
Togo	35	135	500	6,1	14,0	27	67
Tunisie	58	157	69	9,2	4,9	38	23
Ouganda	91	109	118	11,2	6,8	66	46
Zaire	185	93	294	1,3	10,5	52	45
Zambie	514	139	257	27,2	34,3	81	105

Sources : Examen des principales caractéristiques de l'économie mondiale, 1970/71  
(E/5036/Add.3, tableau IV-8).

a/ Or, devises convertibles, droits de tirage spéciaux, position de réserve au FMI.

b/ Aux prix courants du marché convertis aux taux de change officiels.

c/ Valeur c.a.f.

d/ 1962 pour : Dahomey, Côte d'Ivoire, Kenya, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tanzanie, Togo, Ouganda et Haute-Volta; 1964 pour le Zaire; 1965 pour la Zambie.



53. A la fin de 1970, les avoirs de réserves ne représentaient plus que 50 p. 100 de leur niveau de 1960 en Egypte et bien moins encore au Ghana (18 p. 100). Cela équivalait à 2,5 mois d'importations au Ghana et en Egypte et à un mois seulement au Soudan. Le rapport réserves importations était du même ordre dans certains des pays où les liquidités internationales ont augmenté en 1970, telles que le Tchad, le Gabon, le Maroc, le Sénégal, la Tunisie, et la République populaire du Congo. La moitié au plus des pays énumérés dans le tableau avaient des réserves suffisantes pour couvrir quatre mois d'importations et dans neuf pays les réserves étaient plus faibles à la fin de 1970 qu'au début de la décennie.

54. Au cours de l'année 1971, les liquidités internationales de l'Afrique en voie de développement ont augmenté progressivement. A la fin du troisième trimestre, elles ont enregistré un taux d'accroissement de 24 p. 100 par rapport à la période correspondante de l'année précédente. Néanmoins, mis à part les chiffres concernant la Libye, ce taux tombe à 4 p. 100 seulement. Le total des liquidités globales de l'Afrique a été sensiblement éprouvé par la chute des liquidités de certains pays gros producteurs de produits primaires et notamment la Zambie. Certaines variations dans la composition des liquidités ont été notées. Elles consistaient dans une faible réduction du volume de l'or, dans un accroissement des DTS après les nouvelles allocations de l'année 1971, dans une amélioration de la position des réserves au Fonds de certains pays et enfin dans une amélioration globale des réserves en devises.

55. Le tableau 25 expose la structure des liquidités internationales de l'Afrique. Il montre clairement le rôle négligeable que jouent les droits de tirage spéciaux (DTS). Trente neuf pays africains ont reçu des DTS d'un montant de 193 millions de dollars sur un total de 3 milliards 414 millions au cours de la première année de fonctionnement du système, 168 millions sur un total de 2 milliards 949 millions au cours de la deuxième année et 168 millions sur un total de 2 milliards 951 millions au cours de la troisième année. Ces montants sont inférieurs au tiers de l'allocation des Etats-Unis d'Amérique et légèrement inférieurs à celle de la République fédérale d'Allemagne. Le total des trois montants a été largement résorbé par la détérioration des termes de l'échange de l'Afrique au cours de l'année 1970 <sup>1/</sup>.

56. Les droits de tirage spéciaux peuvent être utilisés pour obtenir des monnaies convertibles auprès des autres participants au système. Jusqu'à la fin de 1971, les pays africains ont utilisé des DTS pour 157,8 millions de dollars <sup>2/</sup>.

---

<sup>1/</sup> Perte estimée à 720 millions de dollars des Etats-Unis.

<sup>2/</sup> International Financial Statistics, février 1972.



**Tableau 25 : Structure des liquidités internationales de l'Afrique (en millions de dollars des Etats-Unis et en pourcentage)**

	1961 Fin de l'année	1965 Fin de l'année	1971 Fin septembre
Total (millions de dollars EU)	2 143	2 053	5 317
Pourcentage :			
Or	11,4	13,9	9,1
Devises	87,5	82,5	83,7
Position de réserve au FMI	1,1	3,6	3,9
DTS	-	-	3,3

Source : International Financial Statistics, Mars 1972.



Répercussions de la situation monétaire internationale actuelle sur le commerce et le développement des pays africains

57. La troisième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement se tient dans une atmosphère de crise grave du système monétaire mondial. Le facteur qui a le plus contribué à la crise a été les déficits permanents de la balance des paiements des Etats-Unis. On peut dire que ces déficits ont eu des incidences positives sur les liquidités internationales et qu'ils ont stimulé sensiblement l'emploi et la croissance de l'économie mondiale depuis la deuxième Guerre mondiale. Cependant, la détérioration progressive, dans la deuxième moitié des années 60, de la situation des paiements des Etats-Unis a amoindri les réserves de ce pays au point que le 15 août 1971 le Gouvernement des Etats-Unis a décidé de prendre des mesures conservatoires.

58. Les mesures qui touchaient le plus directement le commerce et le développement des pays africains étaient :

- i) La suspension de la convertibilité du dollar en or;
- ii) L'imposition d'une surtaxe de 10 p. 100 sur les importations américaines non assujetties à des restrictions quantitatives;
- iii) Une réduction de 10 p. 100 de l'aide économique des Etats-Unis;
- iv) La suspension de la participation des Etats-Unis aux discussions visant à la conclusion d'un accord en vue de délier l'aide multilatérale.

59. Ces mesures, ont abouti à d'importants mouvements de capitaux vers l'Europe occidentale et le Japon et, par la suite, au flottement et à la réévaluation de pratiquement toutes les monnaies importantes. Après des discussions et des négociations, les représentants du Groupe des Dix <sup>1/</sup> se sont mis d'accord le 18 décembre 1971 pour instituer un nouveau système de taux de change officiels prévoyant des marges de fluctuation de 2,25 p. 100 de part et d'autre des nouvelles parités <sup>2/</sup>. Le Gouvernement des Etats-Unis a accepté de proposer au Congrès de porter le prix de l'or de 35 à 38 dollars l'once, ce qui revient à dévaluer le dollar, et de supprimer la surtaxe de 10 p. 100 sur les importations.

---

<sup>1/</sup> Belgique, Canada, Etats-Unis, France, Italie, Japon, Pays-Bas, République fédérale d'Allemagne, Royaume-Uni et Suède. La Suisse a aussi participé aux travaux du Groupe.

<sup>2/</sup> Les ministres des finances de la Communauté économique européenne ont convenu le 7 mars 1972 que les banques centrales interviendraient pour maintenir dans les limites de 2,25 p. 100 les fluctuations entre elles des cinq monnaies de la Communauté et du sterling au lieu des 4,5 p. 100 autorisés par l'accord du 18 décembre 1971.



60. A la suite de cet accord, la plupart des pays africains ont maintenu le taux de change de leur monnaie par rapport à leur monnaie d'intervention (livre sterling ou franc français) ou par rapport à l'or 1/. Un certain nombre d'entre eux se sont réservé le droit de laisser fluctuer leur monnaie de 2,25 p. 100 de part et d'autre des nouvelles parités officielles 2/.

61. Les ajustements précités causeront peut-être de grandes difficultés pour la gestion des économies africaines dont de nombreuses sont extrêmement ouvertes. Les répercussions pourraient être une modification du pouvoir d'achat de leurs réserves, une modification des termes de l'échange et du fardeau de la dette.

62. La décision d'augmenter le prix de l'or de 8,57 p. 100 a fait augmenter la valeur des réserves d'or des pays non socialistes d'environ 3,1 milliards de dollars. Les pays africains ne bénéficieront de cette manne qu'à raison de 42 millions de dollars. Une augmentation des réserves d'un même montant grâce à la création de droits de tirage spéciaux aurait ajouté environ 180 millions de dollars aux réserves des pays africains. Cependant, par suite de l'augmentation des réserves mondiales (grâce à la réévaluation de l'or), le montant des DTS dont la création est envisagée par l'année 1973 pourrait être réduit dans une proportion analogue. Les pays africains seront donc peut-être contraints de renoncer à quelque 140 millions de dollars de réserves nouvellement créées et, de plus, perdre une partie de leurs réserves existantes par suite des ajustements monétaires.

63. La dévaluation du dollar par rapport aux autres monnaies importantes influera naturellement sur le pouvoir d'achat des réserves monétaires de l'Afrique. Etant donné que les monnaies étrangères constituent plus de 80 p. 100 des réserves totales de l'Afrique contre 2,40 et 70 p. 100 respectivement dans le cas des États-Unis et des autres pays développés d'une part et des pays en voie de développement (à l'exclusion de l'Afrique) d'autre part, les incidences en seront d'autant plus grandes en Afrique que dans d'autres parties du monde, en fonction de la composition des réserves. Des calculs effectués par le secrétariat de la CNUCED indiquent que les pays de la zone sterling verront s'accroître le pouvoir d'achat de leurs réserves de 2,8 p. 100 en moyenne; pour les pays de la zone franc, il y aura une augmentation de 0,7 p. 100 et pour les autres monnaies, la perte du pouvoir d'achat sera de 4,9 p. 100 en moyenne 3/. Les modifications que font apparaître les résultats de ces calculs donnent à penser que le pouvoir d'achat de l'ensemble des réserves africaines a diminué d'environ 2,3 p. 100, soit 120 millions de dollars.

---

1/ Les modifications des taux de change des monnaies africaines par rapport au dollar sont indiquées en annexe.

2/ Furundi, Ghana, Éthiopie, Kenya, Libye, Maurice, Maroc, Nigéria, Ouganda, Rwanda, Somalie, Tanzanie, Tunisie, Zaïre et Zambie. Les pays africains de la zone franc n'ont pas modifié la parité de leur monnaie par rapport au franc français qui peut fluctuer par rapport au dollar de 2,25 p. 100 de part et d'autre de la parité.

3/ TD/140, paragraphe 60.



64. Les incidences des ajustements monétaires sur les termes de l'échange des pays africains dépendront de la mesure dans laquelle les exportations et les importations de ces pays se feront dans des monnaies réévaluées ou dévaluées. A plus long terme l'élément qui déterminera le plus le prix d'un produit primaire sera la part relative que les grands pays ont dans la consommation et le commerce de ce produit. Dans le cas d'un certain nombre de produits africains, la part absorbée par les Etats-Unis est si grande que les cours mondiaux seront fortement influencés par le cours en dollar. En outre, si les prix contractuels des produits africains sont exprimés en dollars les pays africains perdront s'ils ne sont pas en mesure de les renégocier <sup>1/</sup>.

65. En revanche, les prix des importations ont tendance à être fixés dans la monnaie du pays fournisseur. Plus de deux tiers des importations africaines sont fournies par des pays dont la monnaie a été réévaluée. En conséquence, les prix en dollars des importations augmenteront.

66. Sans disposer de renseignements précis au sujet des monnaies dans lesquelles les pays africains commerceront, il n'est pas possible de parvenir à des conclusions définitives quant aux effets généraux des ajustements monétaires sur les termes de l'échange de la région. Cependant, on peut supposer que les prix à l'exportation d'un grand nombre de pays suivront les prix en dollars, tandis que les prix à l'importation auront tendance à augmenter.

67. Les ajustements monétaires auront aussi pour conséquence de renforcer l'incertitude quant au change par suite de l'élargissement des marges de fluctuation de part et d'autre des nouvelles parités. La marge autorisée de 4,5 p. 100 par rapport au dollar signifie que la marge maximum entre deux autres monnaies est de 9 p. 100. Une marge de cet ordre permettra à la plupart des monnaies importantes de fluctuer plus largement entre elles qu'elles ne le faisaient en fait lors de la phase de flottement à la fin de 1971. Du fait que les monnaies de la plupart des pays africains ont un rapport fixe par rapport à une monnaie d'intervention, tout élargissement des fluctuations entre la monnaie d'intervention et les autres monnaies se répercutera sur les monnaies africaines <sup>2/</sup>.

68. Les fluctuations relativement faibles des taux dans le système précédent ne donnaient généralement lieu à aucune inquiétude même si à un certain moment elles ont pu avoir des effets négatifs sur la situation des paiements des pays

---

1/ Les pays producteurs de pétrole ont réussi à renégocier le prix du pétrole après la dévaluation. Par contre, en ce qui concerne le café, le Congrès des Etats-Unis a repoussé la demande des pays producteurs parties à l'Accord international sur le café tendant à obtenir des compensations pour la dévaluation du dollar (Marchés tropicaux, 17 mars 1972, page 733).

2/ Un fait particulièrement important pour l'expansion des échanges intra-africains sera que les taux croisés entre les monnaies africaines fluctueront de la même manière que les taux croisés de leurs monnaies d'intervention.



africains. Cependant, l'élargissement des marges pourrait avoir des effets indésirables sur les exportations et les importations de certains pays. Le fait que les taux de change fluctuent largement pourrait aggraver les fluctuations des prix des exportations de produits primaires. Des inquiétudes concernant les risques de change s'ajoutent désormais aux autres problèmes que rencontrent les pays de production primaire.

69. Les pays africains sont étroitement liés sur le plan financier aux pays d'Europe occidentale dont les monnaies ont été réévaluées <sup>1/</sup>. Les ajustements monétaires exerceront donc probablement une influence défavorable sur le fardeau de la dette. En supposant que la dette extérieure bilatérale publique et privée exigible à la fin de 1969 soit exprimée dans les monnaies des pays d'origine des entrées nettes, la valeur en dollars de la dette de l'Afrique augmenterait de 6 à 7 p. 100, soit plus de 500 millions de dollars.

#### Résumé et conclusions

70. Malgré les nombreuses lacunes que présentent les données disponibles, l'analyse qui précède permet de cerner les grandes questions et les importants problèmes suivants que les pays africains doivent s'efforcer de résoudre avant et pendant la troisième CNUCED et dans le cadre d'autres débats et négociations internationaux :

- i) Au cours de la deuxième moitié des années 60 le taux de croissance de l'activité économique de l'Afrique a connu une légère accélération, passant de 4 à 4,5 p. 100 par an. Les chiffres pour 1970 et 1971 ne font guère apparaître de changement par rapport à la fin de la première Décennie du développement. La situation au début de la Deuxième Décennie est donc bien en retrait par rapport à l'objectif minimum de croissance fixe dans la stratégie internationale du développement.
- ii) La balance extérieure des pays africains dans leur ensemble s'est améliorée au cours de ces dernières années, mais un petit nombre d'entre eux seulement avaient un compte courant excédentaire à la fin des années 60. Pour la majorité d'entre eux, les importations étaient plus élevées que les exportations à la fin de la décennie;
- iii) L'Afrique a non seulement subi les effets des tendances généralement défavorables du volume des transferts des ressources financières aux pays en voie de développement, mais elle a aussi souffert d'une baisse importante des ressources qui lui étaient destinées. En prix constants, le volume des ressources reçues à la fin de la décennie ne représentait probablement pas plus des quatre cinquièmes environ de ce qu'il était au début des années 60, époque où il atteint son maximum;

---

<sup>1/</sup> Au cours de la décennie écoulée, les Etats-Unis n'ont contribué que pour un quart environ au total des entrées nettes de ressources publiques bilatérales.



iv) L'Afrique bénéficie de moins d'un cinquième des prêts consentis en 1970/71 par le Groupe de la Banque mondiale. Les crédits de l'IDA représentaient environ un quart du montant total des prêts du Groupe de la Banque à l'Afrique, contre près de la moitié pour l'Asie;

v) En 1970 les pays membres du CAD dans leur ensemble n'ont pratiquement pas modifié les conditions des prêts publics au développement par rapport à 1969. La légère diminution de l'élément don a pratiquement été compensée par une certain assouplissement des conditions des prêts;

vi) Les sorties des ressources financières sont un élément important des versements de devises. Au cours de ces dernières années, les versements effectués par les pays africains au titre du service de la dette ont augmenté davantage que dans les autres régions en voie de développement;

vii) A la fin des années 60, l'assistance technique et les études de préinvestissement absorbaient près de deux cinquièmes de toutes les dépenses d'assistance consacrée à l'Afrique. La nouvelle procédure de programmation instituée par le PMUD entraînera peut-être une baisse de la contribution des programmes multilatéraux à ces dépenses malgré l'importance que revêt pour l'Afrique l'assistance technique dans l'aide. S'agissant du PMUD, il pourrait même y avoir une diminution de l'aide par rapport aux engagements en cours;

viii) La moitié à peine des pays africains disposent de réserves internationales suffisantes pour couvrir plus de quatre mois d'importations et dans plusieurs pays les réserves étaient plus basses à la fin des années 60 qu'au début de la décennie;

ix) La contribution des ITS aux réserves des pays est contrebalancée par l'évolution défavorable des termes de l'échange. L'allocation totale de ITS à l'Afrique, a été largement résorbée par la détérioration des termes de l'échange de la région en 1970;

x) Les ajustements actuels du système monétaire mondiale causeront peut-être de graves difficultés pour la gestion des économies africaines. Les pays africains ne sont nullement responsables de la crise actuelle, mais ils sont contraints de supporter une lourde part du fardeau du processus d'ajustement monétaire.

71. Depuis la deuxième CNUCED il y a eu plusieurs évaluations du processus de croissance dont la plus importante est probablement le rapport de la Commission Pearson. Parmi les autres rapports importants il faut citer l'Etude de Sir Robert Jackson, le rapport de la Commission présidentielle américaine sur le développement international, sous la direction de Rudolph Peterson, et le rapport sur l'évolution et le développement de l'Amérique latine demandé à H. Raoul Prebisch par la Banque Interaméricaine de développement. Par sa résolution 2626(XIV), l'Assemblée Générale des Nations Unies a adopté une stratégie



internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement et lors de sa première réunion, la Conférence des ministres de la Commission économique pour l'Afrique, par sa résolution 218(X), a arrêté une stratégie pour le développement économique et social de l'Afrique dans les années 70 qui fait partie de la Stratégie internationale du développement, et une réunion ministérielle africaine préparatoire à la Troisième CNUCED a adopté un programme d'action en matière de commerce et de développement 1/.

72. Les idées devraient donc être très nettes quant aux actions à entreprendre. Il reste à traduire les idées dans les faits. Dans leur approche, les pays africains devraient avant tout veiller à l'exécution rapide des décisions déjà prises et à la mise en application des idées qui ont acquis le soutien de la communauté internationale et non chercher à définir des objectifs radicalement nouveaux. Les pays africains galvauderaient leurs efforts s'ils cherchaient à atteindre en matière de commerce et de finances internationaux d'autres objectifs plus élevés et plus ambitieux tout en laissant se perpétuer les tendances défavorables que l'on a cernées dans le présent document.

#### Le courant des ressources

73. A sa première session, la CNUCED a adopté la recommandation A.IV.2 qui visait à porter le volume des ressources financières à un montant minimal équivalent à 1 p. 100 du revenu national de chaque pays développé ainsi que l'avait recommandé l'Assemblée générale des Nations Unies en 1960 et une fois encore lors du lancement de la première Décennie des Nations Unies pour le développement en 1961. Cette recommandation a été approuvée par les pays membres du C.D. en 1965. Néanmoins, entre la première et la deuxième session de la CNUCED, le courant de l'aide a eu tendance à s'écarter de cet objectif plutôt que de s'en rapprocher. A sa deuxième session, la CNUCED, par sa résolution 27(II) a porté l'objectif précédent à 1 p. 100 du produit national brut aux prix du marché, soit une augmentation possible de 25 p. 100 environ du montant des transferts des ressources. Enfin, dans le cadre de la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, les pays développés se sont engagés à s'efforcer d'atteindre cet objectif pour 1972 ou 1975 au plus tard.

74. Toutefois, même après la deuxième session de la CNUCED, le volume total du financement extérieur du développement a continué de décliner en valeur relative, par suite essentiellement d'une diminution constante des transferts des Etats-Unis d'Amérique. Pour ce qui est de l'aide publique au développement, il semble que la tendance de ces dernières années doive se maintenir dans le proche avenir; les augmentations des courants nets des autres pays étant plus ou moins compensées par une baisse des versements des Etats-Unis.

1/ E/CN.14/545.



L'aide publique des Etats-Unis ne représentait en 1971 que 0,31 p. 100 seulement du produit national brut soit moins qu'à mi-chemin de l'objectif de 0,7 p. 100 préconisé par la Commission Pearson pour l'aide publique. La réduction de 10 p. 100 de l'aide annoncée en août 1971 aura sans doute pour effet de faire baisser encore les déboursements des Etats-Unis.

75. Lors de la troisième CNUCED, les pays africains devront s'efforcer de faire honorer les engagements en cours. Pour cela, il faudra que les pays développés qui n'ont pas encore jugé qu'ils pouvaient le faire acceptent d'arrêter une date précise pour atteindre l'objectif de 1 p. 100 et qu'ils augmentent le volume de leur aide pendant un nombre d'années donné jusqu'à ce qu'ils atteignent l'objectif en question. Il faudra demander à tous les pays développés d'accepter de fournir pour la moitié des années 70 des transferts publics nets d'un montant équivalent à 0,7 p. 100 au moins de leur produit national brut comme l'a préconisé la CNUCED à sa deuxième session et comme le reconnaît la Stratégie internationale du développement.

76. Les pays socialistes n'ont pas encore défini même à titre volontaire un objectif pour le niveau de leur aide. Les pays africains devront s'efforcer de définir un objectif pour l'aide des pays socialistes et en particulier d'obtenir que le volume de cette aide à la région africaine soit plus stable.

77. On reconnaît la nécessité d'innover en matière de mobilisation des ressources internationales pour le développement. Il y a six ans, le premier Groupe d'experts de la CNUCED sur les questions monétaires internationales concluait qu'il était possible et souhaitable d'établir un lien entre la création de liquidités internationales et le financement de développement sans que l'un et l'autre processus en souffrent. Sur le plan technique, la possibilité d'un lien a été démontrée par le deuxième groupe d'experts de la CNUCED, il y a trois ans. En 1969, les nouveaux avoirs de réserve (droits de tirage spéciaux) ont été créés dans le cadre du FMI et cette facilité est entrée en vigueur au début de 1970. Dans la Stratégie internationale du développement, on recommande d'envisager sérieusement la possibilité de créer un lien entre l'allocation de nouveaux avoirs de réserve et la fourniture d'un financement supplémentaire pour le développement. Dans un rapport, la Sous-Commission des changes et des paiements internationaux du Congrès des Etats-Unis a proposé de modifier les Statuts du FMI de manière à permettre au Fonds de conserver 25 p. 100 des DTS des pays développés membres de l'IDA de manière à permettre à cette dernière d'élargir ses activités.

78. La possibilité de créer un "lien" gagne donc lentement, mais sûrement, du terrain dans l'esprit de ceux qui s'occupent de ce problème. A mesure que le système de DTS prend vigueur, il convient de l'adapter à des objectifs qui sont vitaux pour la santé de l'économie mondiale. La communauté internationale aura l'occasion d'encore examiner la question du "lien" en 1973, date prévue pour l'allocation de la deuxième tranche de DTS. Il ne faudra plus alors qu'une décision de principe des pays développés, mais les pays africains devraient insister pour que l'on convienne avant ce moment de certaines méthodes à appliquer pour créer un "lien" <sup>1/</sup>.

<sup>1/</sup> On pourrait par exemple envisager la possibilité de modifier la Section 3 de l'Article XXIII des Statuts du Fonds pour permettre aux institutions internationales comme l'IDA ou les banques régionales de développement de détenir des DTS.



79. Outre le souci qui les anime à l'égard du montant total des ressources vers les pays en voie de développement, les pays africains doivent aussi se préoccuper de la répartition géographique de l'aide. Dans sa résolution 218(X) sur la Stratégie de l'Afrique pour le développement dans les années 70, la Conférence des ministres de la CEA, à sa première réunion, a recommandé que "dans le cadre de l'objectif de 1 p. 100 fixé pour le transfert des ressources financières des pays industrialisés vers les pays en voie de développement, on prenne des mesures pour assurer une répartition plus équitable de façon que la région dans son ensemble et plus particulièrement les moins avancés des pays africains obtiennent une portion suffisante de ces transferts".

80. Une des fonctions déclarées de l'aide consiste à réduire les inégalités croissantes sur le plan international. Ce principe n'est généralement appliqué qu'à l'écart entre le revenu des pays développés et des pays en voie de développement dans leur ensemble. Si l'on applique ce principe au Tiers-Monde, il faut que l'aide soit davantage consacrée aux pays ayant les revenus les plus bas et les perspectives de développement les moins favorables. De ce fait, le droit de l'Afrique à une part croissante de l'aide internationale est bien fondé. Il existe donc des arguments valables pour accorder une proportion plus élevée des crédits d'assistance à la région la moins développée. Les pays africains doivent veiller à ce que dans le cadre de la stratégie générale de l'aide leurs besoins reçoivent une attention particulière, soit que l'on arrête des objectifs précis pour les contributions et que l'on crée à cet effet des mécanismes d'exécution, soit que l'on mette au point des programmes pour la réalisation d'objectifs précis que les pays donateurs devraient s'engager à respecter.

81. C'est à l'égard des organismes multilatéraux en particulier qu'il faut faire valoir le droit à une part plus importante des programmes d'aide. Une caractéristique qui distingue les pays donateurs d'importance moyenne - dont la plupart ont indiqué qu'ils étaient disposés à atteindre l'objectif fixé pour l'aide - est leur préférence pour les programmes multilatéraux. Les pays africains devraient donc augmenter la part qui leur revient dans l'assistance accordée par les Nations Unies, le Groupe de la Banque mondiale et les autres organismes multilatéraux pour bénéficier de l'augmentation de l'aide octroyée par ces pays. Ils devraient en particulier appuyer fermement les gouverneurs africains de la Banque pour que celle-ci assure une répartition plus équitable des ressources de l'IDA, compte tenu non seulement de l'importance de la population mais aussi du niveau de développement atteint par les différents pays en voie de développement.

82. Pour ce qui est des Nations Unies, les pays africains devraient demander une révision immédiate des chiffres de planification indicative des divers pays de manière qu'ils correspondent davantage à leurs besoins et à leur capacité. La plupart des pays africains ont accédé à l'indépendance entre 1955 et 1963. L'accession à l'indépendance leur a imposé des charges politiques et administratives considérables, et les premières années d'indépendance ont généralement été utilisées pour jeter les bases administratives et politiques de l'Etat. Les premières mesures indispensables ont visé le renforcement de l'appareil de l'Etat là où cela s'imposait. Ce faisant, ils



n'ont pu développer à la même vitesse la capacité d'identifier et de formuler des projets qui pouvaient se prêter à une assistance. Ce n'est qu'au cours des toutes dernières années que cette capacité, et notamment la disponibilité des données, a atteint un niveau compatible avec les besoins d'assistance. Certains pays africains qui pour ces raisons n'ont pas utilisé au maximum l'assistance du PNUD pendant les années 60 sont maintenant pénalisés par des CPI pour 1972-1976 tels que pour certains pays il faudra peut-être réviser dans le sens d'une diminution les engagements en cours. En révisant les CPI actuels, il faudra examiner l'ensemble du système de répartition des ressources du PNUD entre les divers pays afin d'en éliminer ses éléments défavorables aux pays qui sont venus tardivement à la planification et à la programmation nationales.

Les modalités des courants financiers et les problèmes du service de la dette

83. Dans la recommandation A.IV.4 qu'elle a adopté à sa première session malgré l'opposition ou l'abstention des pays développés, la CNUCED a recommandé que les pays donateurs s'efforcent de satisfaire à certaines conditions relatives à la durée de remboursement des prêts, au dosage des prêts et des dons, aux taux d'intérêt et d'arrêter une politique plus souple en ce qui concerne la liaison des prêts. Cette recommandation n'a pas recueilli l'appui des pays développés, mais en 1965, les pays du CAD ont adopté une recommandation dans laquelle ils ont reconnu, premièrement, la nécessité d'harmoniser dans une certaine mesure les modalités et les conditions de l'aide financière fournie par les pays membres et, deuxièmement, d'assouplir ces modalités et conditions. À certains égards, les objectifs fixés pour l'assouplissement des modalités et conditions n'étaient pas plus ambitieux que ceux que les pays membres dans leur ensemble avaient déjà atteints. S'agissant de l'harmonisation, elle semble s'être faite au niveau des conditions les moins favorables. Pour l'ensemble des membres du CAD, la moyenne entre les première et deuxième sessions de la CNUCED.

84. Face à cette détérioration des modalités de l'aide financière publique, la CNUCED, dans sa décision 29(II) adoptée à sa deuxième session, a recommandé que les pays développés redoublent d'efforts en vue d'aboutir à la fin de 1968 aux objectifs arrêtés par le CAD dans sa recommandation de 1965. La recommandation supplémentaire adoptée par le CAD en 1969 prévoyait une certaine amélioration complémentaire des modalités. Dans la Stratégie internationale du développement, les pays développés réaffirment leur résolution de se conformer avant la fin de 1971 aux normes énoncées dans le supplément de 1969 et de tenir compte, dans le cadre de leur future politique d'assistance, des recommandations particulières énoncées dans la décision 29(II) de la CNUCED. En 1969 et 1970, un grand nombre de pays du CAD ont satisfait aux normes du supplément de 1969; il ne reste donc plus qu'une poignée de pays à devoir encore améliorer leurs conditions.

85. Dans sa décision 29(II), la CNUCED suggère que pour la fin de 1970, chaque pays donateur pourrait soit fournir 80 p. 100 ou plus de l'aide publique sous forme de dons, soit fournir 90 p. 100 de leurs engagements au titre de



l'aide publique sous forme de dons ou de prêts à 2,5 p. 100 ou moins, avec un délai de remboursement de 30 ans ou plus et un délai de grâce minimal de 8 ans. Des projections exemplatives publiées par la CNUCED montrent que si l'on adoptait ces normes, le service cumulatif de la dette après 20 ans serait inférieur dans certaines hypothèses, de 10 milliards de dollars au chiffre obtenu avec les normes du supplément de 1969 du CAD 1/. L'adoption des conditions recommandées par la Commission Pearson entraînerait aussi une diminution du service de la dette par rapport aux normes du Supplément de 1969, mais cette réduction serait inférieure à ce qu'elle serait avec les normes de la décision 29(II).

86. Lors de la troisième session de la CNUCED, les pays africains devraient au moins engager tous les pays développés à s'efforcer d'atteindre avant la fin de 1971 l'objectif qu'ils se sont fixé dans le Supplément de 1969. Toutefois, il ne devrait s'agir là que d'une première mesure devant aboutir à l'acceptation des objectifs suggérés dans la décision 29(II), dans le cadre de la deuxième Décennie du développement.

87. Des mesures s'imposent pour mettre en oeuvre les principes relatifs au déliement de l'aide au développement contenus dans la décision 29(II). Un calendrier pour le déliement complet de l'aide d'ici à 1975 doit être arrêté par les pays développés. D'autres mesures sont également nécessaires pour que l'objectif fondamental du déliement de l'aide ne soit pas compromis par une aide liée de façon indirecte ou officieuse.

88. Parmi les mesures susceptibles d'aboutir à un assouplissement des conditions des courants financiers, il faut citer la proposition tendant à créer un fonds multilatéral de péréquation des intérêts en vue de subventionner le remboursement des intérêts sur les prêts multilatéraux. Moyennant des bonifications modiques d'intérêts, la Banque mondiale par exemple, serait en mesure de recueillir des fonds plus importants sur le marché mondial en offrant des taux normaux et les reprêter à des taux sensiblement moins élevés. En réalité, la Banque subventionne le taux d'intérêt qu'elle pratique sur ses prêts car elle emprunte à un taux plus élevé qu'elle ne prête. Le principe de la bonification des intérêts est donc compatible avec les pratiques suivies par la BIRD. Cependant, en l'absence d'un fonds spécial les bonifications qu'elle accorde sont extrêmement limitées. Les pays africains devraient donc appuyer la proposition tendant à créer un fonds multilatéral de péréquation des intérêts et engager les pays développés qui n'ont pas encore accepté d'examiner cette proposition à reconsidérer leur attitude.

89. On peut aussi assouplir les conditions des prêts en "dosant" les prêts de la BIRD et ceux de l'IDA. Pour le Groupe de la Banque l'objectif minimal devrait être un taux annuel moyen d'intérêt de 3,5 p. 100 au plus sur les prêts aux pays en voie de développement dans leur ensemble. La Banque a décidé en principe d'accorder plus de ressources au développement de l'Afrique, en particulier pour l'agriculture et le perfectionnement de la main-d'oeuvre. En l'absence d'aide à des conditions de faveur, un problème se pose, celui de savoir comment les pays africains peuvent se permettre de recourir davantage aux prêts dont les fonds sont recueillis par la Banque à des conditions commerciales. Suite à la nouvelle orientation des opérations de prêt de la Banque,



il faut modifier en conséquence sa politique en la matière. Il faudra l'adapter aux besoins des nouveaux secteurs auxquels elle s'intéresse. La nouvelle politique devrait viser implicitement à faire bénéficier l'Afrique d'une plus grande proportion des ressources de l'IDA. C'est uniquement grâce à un "dosage" plus favorable des fonds de la Banque et de l'IDA destinés à l'Afrique que les pays de la région pourront utiliser ces fonds pour développer leur infrastructure sociale.

90. Le problème du maintien - parler de l'augmentation - du transfert net des ressources vers les pays africains s'aggraverait sérieusement si les conditions dont ils sont assortis devraient demeurer aussi onéreuses que ces dernières années. Plusieurs pays africains éprouvent déjà des difficultés croissantes à assurer le service de leur dette extérieure. Le recours étendu à l'emprunt étant un phénomène relativement récent en Afrique, il faut s'attendre à ce que le service de la dette s'accroisse plus rapidement dans la région que dans les autres régions pendant la deuxième Décennie du développement et au cours des années qui suivront immédiatement. Si l'on n'améliore pas les conditions de l'aide financière, on risque de compromettre les efforts de développement et de rendre problématique la réalisation des objectifs mêmes qui ont motivé l'endettement.

91. Le volume et la composition de la dette publique extérieure sont parmi les principaux facteurs auxquels tient la situation de la dette de certains pays d'Afrique, mais on ne saurait les envisager indépendamment du service de la dette privée et des bénéfices réalisés par les intérêts privés étrangers. Le fardeau de la dette d'un certain nombre de pays africains s'est fort alourdi du fait du poids croissant de ces éléments. La nette augmentation des crédits à court terme constatée ces dernières années, et en particulier l'accroissement disproportionné des crédits commerciaux par rapport au courant des ressources, explique à titre principal les difficultés que soulève l'amortissement de la dette.

92. Les problèmes du service de la dette tiennent essentiellement à la persistance des modalités et conditions défavorables de l'aide et, par conséquent, les mesures visant à obvier au problème à long terme doivent consister avant tout à ajuster ces conditions. Mais pour résoudre les cas déjà critiques, un assouplissement des conditions de la nouvelle aide ne suffit manifestement pas. Une importante mesure dont l'examen s'impose est la recommandation de la Commission Pearson selon laquelle l'allègement de la dette devrait être considéré comme une forme légitime d'assistance et qui tend à ce qu'il soit permis aux pays en voie de développement d'utiliser de nouveaux prêts pour amortir leur dette.

93. Pour ce qui est des crédits privés, il serait utile que les gouvernements des pays prêteurs fassent en sorte que les crédits à l'exportation soient accordés aux pays en voie de développement selon des critères compatibles avec des objectifs de développement judicieux. Il importe que les gouvernements des pays développés surveillent le prix du matériel qui est acheté à l'aide de ces crédits. Il semblerait que les prix pratiqués pour les achats à crédit aient tendance à être plus élevés que les prix fixés pour les transactions au comptant <sup>1/</sup>. A titre d'autre mesure, on pourrait prendre des dispositions



pour combiner les crédits à l'exportation et les ressources fournies par les organismes multilatéraux pour financer le développement. Cette méthode, à laquelle la Commission Pearson est favorable, garantirait l'ouverture de crédits à l'exportation dans des conditions et selon des modalités correspondant aux besoins des pays bénéficiaires. Peut-être ne serait-il pas non plus déraisonnable de recommander aux gouvernements de reprendre à leur compte ces crédits à l'exportation, qui pour la plupart sont garantis par l'Etat, et de les transformer en obligations à long terme lorsqu'il apparaît que le pays bénéficiaire éprouve de grandes difficultés à assurer le service de la dette.

#### L'efficacité de l'aide

94. Du point de vue du développement, les caractéristiques particulières de l'Afrique sont, premièrement, la pénurie de main-d'oeuvre qualifiée et, deuxièmement, l'exiguïté des marchés qu'offrent la plupart des pays du continent. La première considération semble justifier qu'une proportion élevée de l'aide devrait être fournie sous forme d'assistance technique tandis que la deuxième considération justifierait que l'on encourage la coopération entre les pays africains en accordant une aide plus substantielle pour la réalisation de cet objectif.

95. L'assistance technique est particulièrement nécessaire pour négocier et utiliser les prêts rapidement et efficacement. Il y a dans la conception de nombreux pays donateurs une curieuse asymétrie en ce sens qu'ils reconnaissent que les pays africains sont sous-développés et ont besoin d'aide au développement tout en considérant que leurs appareils de négociation sont extrêmement développés et efficaces. Un autre domaine, où il faudrait développer l'assistance technique est celui de l'élaboration des projets, des études de faisabilité et de préinvestissement. Enfin, l'assistance technique est nécessaire pour la bonne gestion des projets dès qu'ils sont achevés. Par suite de la grande importance accordée à l'aide pour l'équipement au détriment de l'aide pour le financement des dépenses renouvelables, on a négligé l'assistance nécessaire pour assurer l'utilisation optimale des machines et du matériel et causé certains gaspillages.

96. Il est de plus en plus évident que l'on peut accélérer la croissance de nombreux pays africains en utilisant davantage les capacités existantes plutôt qu'en créant de nouvelles capacités qui demeureront en grande partie sous-utilisées. Le renforcement de l'assistance non liée à des projets aurait cet avantage. On a trop insisté sur l'élaboration et le financement de projets précis. On comprend difficilement pourquoi l'aide non liée à des projets devrait être jugée moins souhaitable que l'aide liée à des projets. On ne s'embarassait guère de pareilles considérations à l'époque du Plan Marshall. La Commission Pearson et d'autres groupes d'experts ont fait valoir de manière fort convaincante le bien-fondé de l'aide non liée à des projets. Il est grand temps que les pays donateurs adoptent une attitude plus souple à l'égard de l'aide-programme.

97. Il conviendrait d'accorder plus d'attention aux banques nationales ou multinationales africaines dont le champ d'action est limité faute de disposer de ressources suffisantes pour satisfaire des besoins légitimes. Par exemple,



contrairement aux deux autres banques régionales de développement, la qualité de membre de la Banque africaine de développement est réservée aux pays de la région. De ce fait, ses ressources sont moins importantes que celles des deux autres banques régionales. Tout en conservant son indépendance en refusant la qualité de membre aux pays non africains, la BAD avec le concours de la CEA et de l'OUA, négocie depuis 1966 avec des pays donateurs pour qu'ils apportent leur contribution à un fonds spécial qui serait utilisé pour accorder des prêts à des conditions de faveur.

98. La Banque africaine de développement possède désormais une capacité suffisante pour traiter des capitaux plus importants. Elle peut se prévaloir d'une connaissance approfondie de la région et encourager des projets multinationaux sur le plan sous-régional et contribuer de ce fait à reculer les limites des marchés dont souffrent de nombreux projets de caractère purement national. Voilà un domaine où un complément d'aide pourrait avoir des effets bénéfiques. Il serait raisonnable après six années de négociations d'exiger que le fonds spécial devienne opérationnel en 1972.

99. Un des objets essentiels de l'aide à l'Afrique doit être d'encourager la création de marchés plus vastes et la définition d'une politique rationnelle d'investissement fondée sur la coopération régionale et sous-régionale et sur une plus grande mobilité de la main-d'oeuvre qualifiée et des investissements privés. L'aide peut contribuer à lever les obstacles à la coopération intra-africaine. Elle peut contribuer à faciliter la mise en place des mécanismes institutionnels nécessaire à la coopération régionale. En particulier, elle peut être d'un grand concours en fournissant des fonds pour appuyer la création d'unions régionales de paiements. Le recours aux crédits stand-by du FMI ne saurait être considéré comme une véritable solution aux difficultés de balances des paiements qui pèsent sur les efforts de libéralisation des échanges de l'Afrique car ces crédits dépendent de la situation générale des paiements d'un pays et ils sont subordonnés à un examen général de sa politique économique dans ses rapports avec la balance des paiements. En outre, les crédits stand-by font partie des facilités générales offertes par le FMI; ils ne les complètent pas. Par contre les engagements que prennent les pays africains de libéraliser leurs échanges réciproques risquent de faire peser une menace supplémentaire sur leurs balances des paiements.

100. Des contributions modestes des pays donateurs ou des organismes multilatéraux aux moyens de crédit institués dans le cadre d'accords de paiements conclus entre pays africains pourraient jouer le rôle de catalyseur, et stimuler des courants d'échanges d'un montant plusieurs fois plus élevé que celui de la contribution initiale. Le FMI pourrait appuyer la libéralisation des échanges entre pays africains en autorisant ceux-ci à effectuer des tirages spéciaux destinés exclusivement à éponger des déficits résultant de mesures de libéralisation des échanges entre eux. Les tirages effectués au titre de cette facilité spéciale seraient indépendants des droits de tirage ordinaires.



101. Dans la Déclaration concertée relative à l'expansion des échanges, à la coopération économique et à l'intégration régionale entre pays en voie de développement, adoptée à l'unanimité par la CNUCED à sa deuxième session (décision 23(II) de la Conférence), les pays développés se sont déclarés disposés à appuyer, lors de la répartition de leur aide financière et technique, les initiatives de coopération régionale prises par les pays en voie de développement. Les mesures d'appui esquissées plus haut constitueraient une application concrète d'un élément important de la Déclaration.

#### La situation monétaire internationale

102. La crise monétaire internationale résulte des déséquilibres de balances des paiements entre les pays développés. Les pays africains ont concouru sans réserve aux efforts faits pour maintenir la stabilité du système monétaire mondial. Malgré cela, ils sont maintenant contraints d'accepter de lourdes charges par suite de décisions prises par un petit groupe de pays sans avoir eu la possibilité d'influer sur le résultat de leurs discussions. Il est indispensable que la réforme définitive du système monétaire international tienne pleinement compte des besoins des pays africains en voie de développement tels qu'ils sont exposés dans le programme d'action adopté par la Conférence ministérielle africaine préparatoire à la troisième CNUCED 1/ et dans la Déclaration de Lima 2/.

---

1/ E/CN.14/545.

2/ TD/143.



Annexe : Modifications des taux de change officiels des pays africains par rapport aux dollars des Etats-Unis après le 18 décembre 1971

Modifications, a/ en pourcentage		Modifications, a/ en pourcentage	
Ghana	-20,41	Gabon	+8,57
Botswana	-4,76	Gambie	+8,57
Lesotho	-4,76	Guinée	+8,57
Soudan	-4,76	Côte d'Ivoire	+8,57
Kenya	-	République arabe libyenne	+8,57
Libéria	-	Madagascar	+8,57
Soudan	-	Malawi	+8,57
Tanzanie	-	Mali	+8,57
Ouganda	-	Mauritanie	+8,57
Zaire	-	Maurice	+8,57
Zambie	-	Maroc	+8,57
Algérie	+8,57	Niger	+8,57
Cameroon	+8,57	Nigéria	+8,57
République centrafricaine	+8,57	Rwanda	+8,57
Tchad	+8,57	Sénégal	+8,57
Congo (Rép. pop. du)	+8,57	Sierra Leone	+8,57
Dahomey	+8,57	Somalie	+8,57
Guinée équatoriale	+8,57	Togo	+8,57
Ethiopie	+8,57	Tunisie	+8,57
		Haute Volta	+8,57

Source : International Financial Statistics, mars 1972.  
Financial Times, 7 février 1972.

a/ Modifications du montant des dollars des Etats-Unis nécessaires pour acheter une unité de monnaies étrangères. Le signe + indique une réévaluation par rapport au dollar.